

Economics School of Louvain - ESL

Economics School of Namur - ESN

**Comment le développement du
projet Simandou transforme-t-il la Guinée en
un acteur central des chaînes
d'approvisionnement mondiales en minerais
stratégiques ?**

Auteur : Bah Baldé Aminata

Promoteur : Vannoorenberghe Gonzague

Année académique 2025-2026

Master en Sciences économiques – 60 crédits

Dédicace

À mon père,

Dès le début de mon parcours universitaire, j'ai perdu mon papa, mon pilier. À ce moment-là, je pensais ne jamais parvenir au bout de mes études.

Même si tu n'es plus parmi nous aujourd'hui, tes valeurs et les sacrifices que tu as consentis continuent de guider chacun de mes pas.

Je dédie ce mémoire à ta mémoire, avec toute mon affection, ma reconnaissance et mon amour.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à exprimer ma profonde gratitude envers ma famille ainsi que mes amis pour leur soutien, leurs encouragements et leur présence tout au long de cette année universitaire.

Une mention toute particulière est adressée à mon époux, qui a toujours cru en moi et m'a accompagnée avec patience et bienveillance durant la réalisation de ce mémoire. Ses encouragements constants, son soutien moral ainsi que le temps consacré à la lecture, à la correction et aux retours constructifs ont été d'une aide précieuse dans l'aboutissement de ce travail.

Je souhaite également adresser mes sincères remerciements à Monsieur Vannoorenberghe Gonzague, mon promoteur, pour son accompagnement, sa disponibilité et ses précieux conseils tout au long de l'année. Son encadrement m'a permis de structurer ma réflexion et de mener ce projet de recherche dans les meilleures conditions.

Enfin, je remercie toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

Tables des matières

Introduction	6
1 Analyse quantitative.....	8
1.1 La Guinée : acteur dans le commerce mondial des minerais stratégiques	8
1.1.1 Présentation de la Guinée	8
1.1.2 Présentation des principaux minerais exportés	9
1.1.3 Poids du secteur minier dans l'économie guinéenne	12
1.1.4 Les chaînes mondiales de minerai de fer.....	17
1.1.4.1 Une forte concentration des exportations dans quelques pays dominants ...	18
1.1.4.2 Des importations dominées par les puissances industrielles asiatiques	20
1.1.4.3 Une chaîne mondiale marquée par de fortes interdépendances	22
1.1.4.4 Des enjeux économiques, environnementaux et géopolitiques croissants ...	23
1.2 Potentiel stratégique du gisement de Simandou	24
1.2.1 Réserves et qualité du minerai de fer	24
1.2.1.1 Importance géologique des réserves de Simandou	24
1.2.1.2 Qualité du minerai et comparaison internationale.....	25
1.2.2 Impact potentiel sur le PIB et la balance commerciale	26
1.2.2.1 Impact potentiel sur le PIB.....	27
1.2.2.2 Effets positifs possibles sur le PIB	28
1.2.2.3 Impact potentiel sur la balance commerciale	29
2 Analyse qualitative	31
2.1 Simandou dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.....	31
2.1.1 Historique et principaux acteurs.....	31
2.1.1.1 Historique : Un siècle de convoitises et de blocages	31
2.1.1.2 Les tensions et changements de concessions	32
2.1.1.3 Acteurs clés du projet Simandou : une alliance de nécessité	32
2.1.2 Enjeux géopolitiques	34
2.1.3 Infrastructures et intégration logistique.....	35
2.1.3.1 Les principales infrastructures logistiques du projet.....	36
2.1.3.2 Intégration logistique et impacts économiques	38
2.2 Opportunités et limites du développement minier	39

2.2.1	Impact économique	39
2.2.1.1	Contribution à la croissance économique.....	39
2.2.1.2	Impact sur l'emploi et le développement régional	39
2.2.1.3	Limites et défis éventuels	40
2.2.2	Risques du développement minier et conséquences	41
2.2.2.1	Risques environnementaux	42
2.2.2.2	Risques sociaux	42
2.2.2.3	Problèmes de gouvernance	43
2.2.2.4	Risques de corruption	43
2.2.2.5	Conséquences économiques et institutionnelles.....	44
2.3	La Guinée peut-elle devenir un acteur central durable ?	44
2.3.1	Transformation locale ou simple exportateur brut ?.....	44
2.3.1.1	Les limites d'un modèle basé sur l'exportation brute	45
2.3.1.2	La transformation locale : une opportunité stratégique.....	45
2.3.2	Conditions de réussite	46
2.3.2.1	Renforcer les capacités institutionnelles et infrastructurelles	46
2.3.2.2	Renforcer les partenariats gagnant-gagnant	47
2.3.2.3	Garantir une exploitation socialement et environnementalement durable ...	48
Conclusion.....		49
Bibliographie.....		51

Introduction

Depuis plusieurs décennies, les ressources minières occupent une place centrale dans les dynamiques économiques et géopolitiques mondiales. La croissance industrielle, le développement des infrastructures, la transition énergétique ainsi que l'augmentation continue de la demande en métaux stratégiques renforcent davantage l'importance des pays disposant d'un sous-sol riche en ressources naturelles. Dans ce contexte, le minerai de fer demeure une matière première nécessaire au fonctionnement de l'économie mondiale, notamment en raison de son rôle fondamental dans la production d'acier, indispensable aux secteurs de la construction, des transports, de l'industrie automobile et des infrastructures.

À l'échelle mondiale, les chaînes d'approvisionnement en minerais stratégiques sont aujourd'hui marquées par de fortes interdépendances entre les pays exportateurs de matières premières et les grandes puissances industrielles importatrices. La Chine, principal consommateur mondial de minerai de fer, cherche constamment à sécuriser ses approvisionnements afin de soutenir sa croissance industrielle. Cette reconfiguration progressive des équilibres économiques mondiaux contribue à renforcer l'intérêt porté à de nouveaux territoires miniers, en particulier sur le continent africain. Ainsi, l'enjeu Simandou, représente une opportunité vitale pour la Chine de diversifier ses sources d'approvisionnement et de réduire sa dépendance structurelle vis-à-vis du duopole formé par l'Australie et le Brésil.

Pour cette raison, la république de Guinée apparaît comme un acteur de plus en plus incontournable. Dotée d'importantes ressources minières, elle possède les premières réserves mondiales de bauxite ainsi que l'un des plus vastes gisements de minerai de fer à haute teneur encore inexploités : le gisement de Simandou. Situé dans le sud-est du pays, ce projet minier, décrit comme l'« Eldorado » du fer, est présenté comme l'un des plus grands projets extractifs au monde. Son développement mobilise des investissements considérables dans les infrastructures ferroviaires, portuaires et énergétiques, tout en attirant de puissants acteurs internationaux tels que Rio Tinto, Chinalco ou encore Winning Consortium Simandou.

Pour la Guinée, Simandou 2040 constitue une opportunité historique de transformation économique et de repositionnement stratégique sur la scène internationale. Toutefois, malgré l'abondance des ressources naturelles, la Guinée reste confrontée à de nombreux défis structurels. L'économie nationale demeure fortement dépendante des exportations minières et reste vulnérable aux fluctuations des marchés internationaux et aux limites d'un modèle extractif peu intégré au tissu productif local.

De plus, les expériences passées de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne riches en ressources naturelles montrent que l'abondance minière peut, en l'absence de politiques adaptées et de bonne gouvernance, se transformer en une véritable « malédiction des ressources ».

Dans une période marquée par les grandes transformations socioéconomiques et les remises en question des modèles de croissance traditionnels, l'industrie extractive continue d'alimenter certaines économies d'Afrique Subsaharienne, notamment la Guinée et constitue aujourd'hui un moteur de développement socioéconomique. Cependant, les enjeux liés à la gouvernance, à la redistribution des revenus, à la transformation locale des matières premières, à la protection de l'environnement ou encore aux inégalités sociales soulèvent d'importantes interrogations quant à la capacité réelle de l'exploitation minière à devenir un moteur de développement durable.

Dès lors, il apparaît pertinent de s'interroger sur la manière dont le développement du projet Simandou pourrait propulser la place de la Guinée dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en minerais stratégiques. Cette réflexion conduit à poser la question de recherche suivante : « comment le développement du projet Simandou transforme-t-il la Guinée en un acteur central des chaînes d'approvisionnement mondiales en minerais stratégiques ?

Afin de répondre à cette interrogation, ce travail de recherche s'appuiera sur les approches quantitative et qualitative. Dans un premier temps, il sera question d'analyser le poids actuel du secteur minier dans l'économie guinéenne, la cartographie des exportations, la place de la Guinée dans le commerce mondial des minerais stratégiques ainsi que le potentiel stratégique du gisement de Simandou. Dans un second temps, l'étude examinera le rôle du projet Simandou dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, les enjeux géopolitiques qui lui sont associés, ainsi que les opportunités et limites qu'il représente pour le développement économique durable de la Guinée.

L'ambition de ce travail est double. D'une part, il sera question d'étudier la manière dont Simandou pourrait modifier la structure du commerce mondial du minerai de fer et repositionner la Guinée face aux grands importateurs. D'autre part, cette étude cherchera à analyser dans quelle mesure cette nouvelle centralité internationale peut se traduire, à l'intérieur du pays, par un véritable développement économique et social, au-delà d'un effet de rente.

1 Analyse quantitative

1.1 La Guinée : acteur dans le commerce mondial des minerais stratégiques

1.1.1 Présentation de la Guinée

La république de Guinée est l'un des 54 pays africains reconnus internationalement, située au sud-ouest de l'Afrique avec une superficie de 245 857 km². Elle est limitée à l'ouest par la Guinée-Bissau et l'océan Atlantique, au nord par le Sénégal et le Mali, à l'est par la Côte d'Ivoire et enfin au sud par le Libéria et la Sierra Leone (Primature de la république de Guinée, s. d.). La Guinée est "un pays côtier avec 333 km de littoral maritime" et est composée de quatre régions naturelles qui sont : la Basse Guinée, la Moyenne Guinée, la Haute Guinée et la Guinée Forestière.

Chaque région présente des caractéristiques particulières qui la distinguent des autres. En effet, la Basse Guinée est la région des plaines côtières, recouvre environ 18% du territoire national et se caractérise par de fortes précipitations avec une humidité élevée. Ensuite, la Moyenne Guinée représente la région des massifs montagneux, couvre environ 22% du territoire national et a un climat semi-tempéré. Quant à la Haute Guinée, elle est la région des plateaux et des savanes arborées, couvre 40% du territoire national, regorge d'une partie importante de ressources minières telles que le fer et l'or, et, son climat est chaud et sec. Enfin, la Guinée forestière constitue un ensemble de massifs montagneux qui représente 20% du territoire national et c'est dans cette région que se trouve l'une des plus grandes réserves mondiales de fer (Primature de la république de Guinée, s. d.).

Selon les estimations de l'Institut national de la statistique de Guinée (INS), établies en 2020, la population guinéenne s'élevait à 12 559 623 habitants et était composée majoritairement de femmes (Primature de la république de Guinée, s. d.). Le pays fait partie des plus pauvres au monde plus de 60 ans après son indépendance, avec un PIB par habitant qui s'élevait à 1900\$ en 2025 (Pallavi, 2025). En 2014, le taux de chômage des plus de 15 ans était estimé à 5,2%. En ce qui concerne l'éducation, "le taux brut de scolarisation primaire était de 88,6% contre un taux brut de scolarisation secondaire de 29,7% en 2017" (Primature de la république de Guinée, s. d.).

La Guinée présente de nombreux atouts naturels dont une ouverture sur la mer qui facilite les transports maritimes, un réseau hydrographique riche qui lui confère le titre de “château d’eau de l’Afrique de l’Ouest”, un potentiel agricole d’envergure, et enfin, un sous-sol abondant en minéraux. En outre, la Guinée est la première réserve et le deuxième producteur mondial de bauxite mais détient aussi un vaste gisement de fer en haute teneur en cours d’exploitation dans la région de Simandou, de l’or et du diamant entre autres (Diallo, 2014). Malgré ce potentiel, l’économie guinéenne est peu diversifiée, très vulnérable aux chocs exogènes et fortement dépendante des exportations minières.

1.1.2 Présentation des principaux minerais exportés

Jusqu’à maintenant, le secteur minier demeure la principale source de revenu de l’économie guinéenne. À ce propos, le cobalt, le nickel, le zinc, le manganèse et l’uranium sont d’autres minerais qui s’ajoutent aux diverses ressources citées précédemment que le pays possède. Toutefois, une grande partie des gisements en Guinée reste pour le moment, encore inexploitée (Fondation pour le Développement de la Guinée [FDG], s.d.).

D’entrée de jeu, la bauxite constitue la principale ressource minière exploitée et exportée par la Guinée avec des réserves dans les zones de Boké et de Conakry. En effet, elle détenait 25% des réserves mondiales soit 7,4 milliards de tonnes en 2023 (Perspective Monde, 2025). En 2024, la production de bauxite a atteint environ 141 700 000 tonnes. Au cours de la même année, la Guinée a exporté environ 145 900 000 tonnes de bauxite, soit une hausse d’environ 15% par rapport à l’année 2023 (ministère des Mines et de la Géologie, 2024). Le poids de cette activité économique autant au niveau national qu’international concède à la Guinée une place centrale dans la production mondiale d’aluminium.

En effet, l’aluminium qui est l’un des métaux les plus utilisés au monde, après le fer et l’acier, est obtenu à partir d’alumine raffinée, elle-même obtenue à partir du minerai de bauxite (Panafricaniste, 2024). De plus, l’aluminium dispose de nombreux mérites dont notamment la légèreté et la capacité à être allié à d’autres métaux pour produire des matériaux aux propriétés variées.

Ainsi, cette forte disponibilité de bauxite sur le territoire guinéen, combinée à la demande croissante sur le marché international, fait de ce minerai la principale source de

revenu du secteur minier guinéen. À titre d'exemple, en 2019 seulement, la bauxite occupait une part considérable d'environ 63% dans la production minérale guinéenne. Actuellement, son exploitation est assurée par de grandes sociétés minières et notamment la compagnie des bauxites de Guinée (CBG), la société minière de Boké (SMB), la compagnie des bauxites de Kindia (CBK) ou encore AGB2A SDM contrôlé par le chinois Hongqiao (Fondation pour le Développement de la Guinée [FDG], s.d.).

Ensuite, l'or est la deuxième ressource minière importante de l'économie guinéenne. Il représentait 34% de la production minière totale en 2019. Il est défini comme un métal précieux apprécié non seulement pour sa beauté, ses propriétés uniques dont sa malléabilité, sa ductilité et sa résistance à l'oxydation qui le rendent idéal pour la fabrication de bijoux (Gold Nord, s.d.).

L'exploitation de l'or en Guinée se caractérise par la présence d'entreprises industrielles, semi-industrielles ainsi que par une exploitation artisanale. Nous trouvons "quatre grandes sociétés industrielles (SAG, SMD, SMM et NJMC) et quatre sociétés semi industrielles (GBG, TRUSTACO, GGE et R&R) ainsi que des exploitations artisanales d'or et de diamant, principalement localisées dans les formations birimiennes en Haute Guinée" (Fondation pour le Développement de la Guinée [FDG], s.d.).

La production industrielle d'or en 2024, en Guinée, était de 605 518 onces et la semi-industrielle de 18 834 onces (ministère des Mines et de la Géologie, 2024). Au cours de la même année, les volumes d'exportation industrielle et semi-industrielle de l'or s'élevaient respectivement à 653 000 onces et 55 800 onces. Par rapport à 2023, les exportations d'or industriel ont augmenté de 3%, tandis que celles de l'or semi-industriel ont connu une hausse de 1% (ministère des Mines et de la Géologie, 2025).

Tout comme l'or, le diamant fait partie des ressources minières les plus importantes de la Guinée par la qualité et la quantité des gisements dont dispose le sous-sol du pays. Cette ressource fait l'objet d'une exploitation à la fois industrielle et artisanale et érige la Guinée parmi les plus grands producteurs de diamants en Afrique (Diallo, 2014). Les principales réserves de diamant sont localisées dans les préfectures de Kérouané, Kissidougou et Macenta. En 2024, les exportations totales de diamant ont atteint 111 825 carats, soit une hausse d'environ 7 % par rapport à l'année 2023 (ministère des Mines et de la Géologie, 2025).

Enfin, la Guinée possède les plus grandes réserves inexploitées de minerai de fer au monde, estimées à environ 10 milliards de tonnes de qualité exceptionnelle, principalement situées dans les montagnes de Simandou, au sud-est du pays (Diallo, 2014). Les travaux d’exploitation de ce minerai, indispensable dans la fabrication de l’acier, n’ont commencé que récemment. Son exploitation est structurée en différents blocs d’exploration.

Les deux premiers sont détenus par Winning Consortium Simandou, tandis que les deux autres appartiennent à SIMFER, une coentreprise rassemblant Rio Tinto, Chinalco et l’État guinéen. L’Etat guinéen détient seulement 15% des parts d’exploitation (ministère des Mines et de la Géologie, 2025). En 2024, la Guinée a exporté environ 171 880 tonnes de minerai de fer (ministère des Mines et de la Géologie, 2025).

Tableau 1 : Principales ressources minières de la Guinée¹

Minerai	Rang	Zones principales	Usage	Exportations 2024 (tonnes)
Bauxite	1 ^{er} en réserves, 2 ^{ème} producteur mondial	Boké, Conakry, Nzérékoré	Aluminium	145 859 987
Fer	Parmi les plus grandes réserves inexploitées	Simandou (Nzérékoré)	Acier	171 880
Diamant	Grand pays producteur	Kérouané, Kissidougou, Macenta	Joaillerie	111 825 carats (0,022 tonnes)
Or	Top 5 producteurs africains	Siguiri, Kouroussa, Mandiana, Dinguiraye, Kankan	Bijoux	2 389 212 onces (74,313 tonnes)

Source : ministère des Mines et de la Géologie de Guinée

La Guinée dispose d’un potentiel minier rare qui constitue un atout majeur pour son développement économique. Le secteur minier représente une source importante de revenus pour le pays, notamment grâce aux volumes élevés de minerais exportés. Il représente également un levier significatif de création d’emplois pour la population guinéenne, d’autant

¹ Le Tableau 1 nous montre les principales ressources minières de la Guinée ainsi que leur importance, leur localisation, leur utilisation et leurs volumes d’exportation pour l’année 2024.

plus que le code minier impose aux détenteurs de titres miniers de recruter un certain nombre de travailleurs guinéens (Fondation pour le Développement de la Guinée [FDG], s.d.).

Le démarrage du projet Simandou vient renforcer davantage son positionnement en tant que géant minier sur la scène internationale. Ce projet ouvre aussi de nouvelles perspectives en matière d'infrastructures ferroviaires et portuaires à usage multiple, facilitant ainsi le transport des minerais et des marchandises vers les marchés d'exportation. Toutefois, une bonne gestion, une continuité des investissements dans les infrastructures et une meilleure transformation locale sont plus que nécessaires afin que la Guinée bénéficie pleinement de ses richesses minières.

1.1.3 Poids du secteur minier dans l'économie guinéenne

Dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne, comme la République de Guinée, le secteur minier constitue un secteur d'activité important pour l'économie nationale, et s'inscrit au cœur des politiques nationales de développement socioéconomique. Depuis de nombreuses décennies, l'exploitation minière à grande échelle y est pratiquée, mais les retombées économiques et sociales restent extrêmement faibles, faisant de ces pays parmi les plus pauvres au monde (Diallo, 2014). Le secteur minier représente près de 91,9% des exportations du pays et environ 80% des recettes proviennent de la vente des produits miniers (Fondation pour le Développement de la Guinée [FDG], s.d.). Il occupe environ 25% du PIB et constitue la principale source de recettes en devises pour l'Etat (Doumbouya, 2025).

Tableau 2 : Contribution du secteur minier à l'économie guinéenne (données de 2023)²

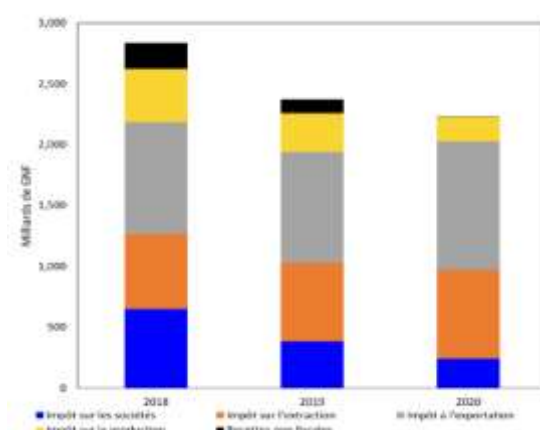
Indicateurs	Données
% exportations totales	Environ 85%
PIB total	22.41 milliards de dollars américains
% recettes publiques	20%
% emploi	Moins de 7%

Source : Eco Finance Guinée, Trading Economics et Nimba High Tech Geo Services (NHTGS)

² Le Tableau 2 montre le poids du secteur minier dans l'économie de la Guinée en 2023 en mettant en évidence son importance mais également ses limites.

L'exploitation minière représentant une part significative des sources de revenu de l'État guinéen, une analyse approfondie de ses mécanismes demeure plus que nécessaire. Effectivement, les recettes publiques issues de ce secteur proviennent de nombreux instruments fiscaux et contractuels, notamment les taxes, les redevances minières, l'imposition des bénéfices ainsi que les paiements liés aux concessions (Diallo et al., 2011). À ces revenus s'ajoutent des formes indirectes de captation, telles que les participations de l'État dans certains projets miniers, générant des dividendes

Graphique 1: Composition des recettes minières entre 2018 et 2020³



Source : Fonds Monétaire International, 2021

Répartition des contributions fiscales et sociales des sociétés minières en Guinée en 2024

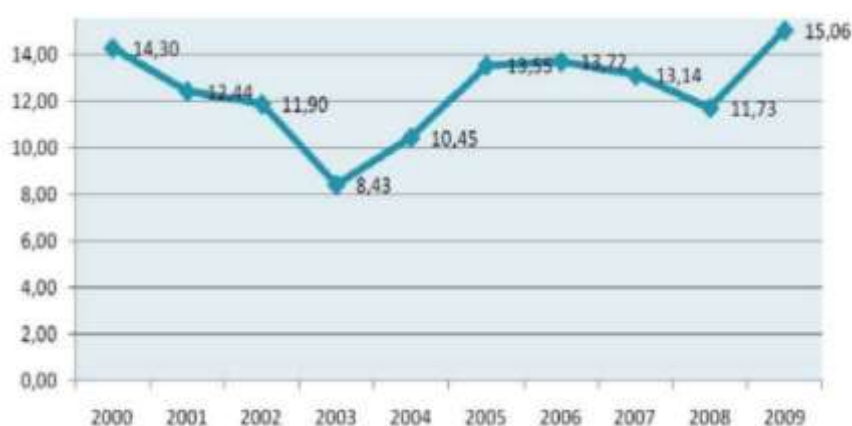
Au terme de l'année 2024 :	
Les sociétés bauxilières (CDM CHINE, CBG, GAC, SMB, CHALCO, COBAD, BAM, AGB2A SDM et ASHAPURA BOFFA BXTE) ont payé globalement :	
•	\$352 269 567,64 au titre des taxes dues à l'extraction et à l'exportation ;
•	\$63 476 375,64 au titre du droit de douane ;
•	\$11 917 212,39 au titre de la contribution au développement local ;
•	\$5 288 122,28 au titre de la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) ;
•	\$101 923 209,73 au titre de la masse salariale globale.
Les sociétés aurifères (SAG, SMD, SMM, NJMC et KGM) ont payé globalement:	
•	\$64 912 629,70 au titre des taxes à l'exportation;
•	\$13 199 581,64 au titre du droit de douane ;
•	\$5 135 505,86 au titre de la contribution au développement local ;
•	\$3 111 300,99 au titre de la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) ;
•	\$172 504 765,05 au titre de la masse salariale globale.

Source : ministère des Mines et de la Géologie, 2024

³ Le graphique 1 met en évidence que les recettes minières de l'État guinéen proviennent essentiellement des taxes sur l'exportation et l'extraction, tandis que l'impôt sur les sociétés reste limité. Cette organisation souligne une dépendance aux prélèvements sur la production, au détriment d'une meilleure captation des profits des entreprises minières.

Néanmoins, l'importance de ces recettes doit être relativisée au regard de la valeur globale de la production minière. Bien que le secteur représente une part importante des exportations et des recettes publiques, l'État ne capte qu'une portion limitée de la richesse générée (Diallo & al., 2011). Le graphique ci-dessous comparant « les recettes fiscales tirées du secteur minier par rapport aux exportations entre 2000 et 2009 » l'illustre parfaitement.

Graphique 2 : Recettes fiscales tirées du secteur minier par rapport aux exportations entre 2000 et 2009⁴



Source : Les enjeux de la gouvernance du secteur minier en Guinée, 2011

Il existe une multitude de facteurs qui expliquent cette captation partielle. D'une part, certaines pratiques des entreprises telles que l'optimisation fiscale et les prix de transfert qui contribuent à réduire les revenus perçus par l'État (ministère des Mines et de la Géologie, 2024). D'autre part, des faiblesses institutionnelles persistent dans la collecte, la gestion et la redistribution des recettes minières (Diallo & al., 2011). Ces limites s'expliquent aussi par des contraintes administratives et techniques, notamment « l'insuffisance d'un personnel qualifié et motivé, ainsi que la faible capacité des ressources humaines dans la gestion du Cadastre Minier et du Système d'Informations Géologiques et Minières (SIGM), qui constitue pourtant une base de données essentielle pour le suivi et le contrôle des activités extractives ». À cela s'ajoutent « la

⁴ Le graphique 2 montre que la part des recettes fiscales minières par rapport aux exportations reste relativement faible et fluctuante entre 2000 et 2009. Le taux moyen des recettes par rapport aux exportations sur ces dernières années est de 12,47%. Cette évolution traduit une captation limitée et instable de la richesse générée par le secteur minier par l'État guinéen.

vétusté et l'insuffisance des équipements informatiques, qui entravent une gestion efficace de ces outils stratégiques » (Diallo & al., 2011).

Ainsi, malgré le rôle central du secteur minier dans les finances publiques, des limites importantes subsistent en matière de captation et de gestion des revenus. Cela souligne la nécessité de renforcer le cadre fiscal et institutionnel afin de mieux valoriser les ressources naturelles dans une perspective de développement durable.

Pour pouvoir faire profiter la population de la transformation de ses richesses naturelles, les autorités ont opté pour une politique économique d'ouverture fondée sur la promotion de partenariats équilibrés et profitables entre les investisseurs et les PME dans une logique de bénéfices réciproques (Eco Finance Guinée, 2024). Dans cette logique, ce secteur constitue également un important pourvoyeur d'emplois et se positionne en deuxième rang après le secteur public avec plus de 16 000 d'emplois directs et 35 000 d'emplois indirects (Fondation pour le Développement de la Guinée [FDG], s.d.).

Au cours de ces dernières années, l'exploitation des ressources minières a fortement contribué à la croissance économique. En effet, le taux de croissance du PIB guinéen a atteint environ 6,7 % en 2025. Cette dynamique devrait se poursuivre avec le développement de nouveaux projets miniers, notamment l'exploitation du minerai de fer (Worldometer, 2025).

Bien que la Guinée soit considérée comme une grande puissance minière africaine, souvent même qualifiée de « scandale géologique » (Diallo, 2014) et générant des revenus impressionnants dans ce secteur, les retombées sociales restent néanmoins peu observables. Par conséquent, la population guinéenne continue encore de réclamer des services essentiels comme l'accès à l'eau potable, l'électricité, des routes, des écoles et des hôpitaux. De surcroît, l'exploitation massive des richesses guinéennes engendre des conséquences telles que « la déforestation, la pollution des cours d'eau et la destruction de certaines terres agricoles » (Doumbouya, 2025). Face aux tensions récurrentes, le gouvernement tente d'imposer des obligations plus strictes en matière de responsabilité sociétale des entreprises.

Compte tenu de ces différents éléments, des interrogations subsistent quant à la capacité réelle du secteur minier à jouer pleinement son rôle de moteur du développement économique (Diallo, 2014).

Plusieurs pays africains dont la Guinée sont fortement dépendants des exportations minières. Cette forte dépendance à ce secteur entraîne un risque important pour le pays. Le principal danger lié à cette dynamique est la volatilité des prix sur les marchés internationaux. Une chute des cours de la bauxite ou une baisse significative de la demande mondiale, notamment de la Chine qui est l'un des partenaires principaux de la Guinée, pourrait engendrer une fragilisation des équilibres budgétaires du pays (Doumbouya, 2025). A titre d'exemple, en 1995, le prix de la bauxite avait chuté de 30 %. Cette baisse a engendré une importante crise budgétaire, avec un écart de plus de 5,2 % du PIB dans les prévisions (Kabakonews, 2026). La demande future en matières premières pourrait être affectée par d'autres facteurs tels que les tensions géopolitiques, les politiques climatiques globales et les mutations technologiques telles que le recyclage et la substitution des métaux (Doumbouya, 2025).

Il est donc vital pour les États africains à l'instar de la Guinée, de diversifier leurs économies afin de réduire leur vulnérabilité face aux fluctuations des marchés mondiaux. Conscientes de cette forte dépendance, les autorités guinéennes essaient d'intensifier les appels à la diversification de l'économie nationale. L'agriculture, l'agro-industrie, l'énergie, le tourisme ou encore le numérique sont des secteurs à fort potentiel. Pour pouvoir stimuler ces domaines, il faudrait rendre le climat des affaires attractif, développer des infrastructures logistiques et énergétiques fiables, réformer l'éducation et la formation professionnelle, encourager au maximum les PME et l'industrialisation locale et surtout, mobiliser un financement adapté au tissu économique local (Doumbouya, 2025).

L'avenir de l'industrie extractive guinéenne dépend fortement de la capacité du pays à valoriser ses ressources au-delà de leur simple exportation à l'état brut. Pour faire de l'exploitation minière un levier puissant de transformation économique, il apparaît crucial d'accélérer les projets de transformation locale, notamment par la mise en place de raffineries, le développement des infrastructures ainsi qu'une meilleure redistribution des revenus miniers. Si la richesse du sous-sol guinéen a déjà permis d'attirer de nombreux investisseurs étrangers, le véritable enjeu réside désormais dans la transformation de cette richesse en un moteur de développement diversifié, structuré et équitable.

Dans ce cadre, la stabilité politique, la transparence institutionnelle, un cadre juridique sécurisé ainsi que l'engagement en faveur des réformes constituent des conditions indispensables pour renforcer l'attractivité du pays et consolider sa position parmi les principales puissances

minières du continent (Doumbouya, 2025). Cependant, un défi fondamental persiste : concilier l'intensification de l'exploitation des ressources avec les exigences du développement durable.

1.1.4 Les chaînes mondiales de minerai de fer

Au cours de ces dernières années, les marchés financiers ont vu apparaître une nouvelle matière première : le minerai de fer, qui n'est pas qu'une simple marchandise mais un véritable atout stratégique pour les pays disposant d'importantes réserves à l'image de la Guinée. En 2024, la taille du marché mondial du minerai de fer était estimée à environ 274 milliards USD et devrait atteindre environ 413 milliards USD d'ici 2034, avec un taux de croissance annuel moyen de près de 4.2% entre les années 2025 et 2034 (Zion Market Research, 2026).



Source : Zion Market Research

Le minerai de fer est un élément vital des économies industrielles modernes et constitue un pilier fondamental des processus industriels, en particulier dans la production d'acier (Faster Capital, 2025).

On distingue différents types de minerai de fer sur terre, à savoir, l'hématite, la magnétite, la goethite, la limonite ou encore la sidérite, dont les propriétés chimiques varient et influencent leur exploitation et leur valorisation. Depuis les premiers hauts fourneaux de fusion jusqu'aux installations industrielles modernes, le minerai de fer a facilité le développement de notre civilisation, servant ainsi de matière première essentielle à la fabrication de l'acier" (Faster Capital, 2025). Qu'entend-t-on par acier ? L'acier est un alliage qui est essentiellement composé de fer et de carbone, et est largement utilisé dans la construction, les machines, les transports et les infrastructures.

1.1.4.1 Une forte concentration des exportations dans quelques pays dominants

Le commerce du minerai de fer est fortement mondialisé et organisé autour d'un petit nombre de pays exportateurs et de grands pôles industriels importateurs. Cette organisation révèle une division internationale du travail marquée et des interdépendances économiques majeures.

L'offre mondiale de minerai de fer est majoritairement dominée par un petit nombre de pays, les premières places sont occupées par l'Australie et le Brésil. Leurs exportations façonnent la dynamique commerciale mondiale et les relations géopolitiques. Ces pays exercent donc une influence significative sur les prix et les flux commerciaux.

L'Australie s'impose comme étant le géant du fer, le principal exportateur mondial avec près de 900 millions de tonnes exportées en 2024, soit plus de la moitié des exportations mondiales. Ce premier rang s'explique par l'abondance de ses ressources, la qualité de ses infrastructures minières et portuaires, ainsi que par la présence de grandes entreprises multinationales telles que BHP, Rio Tinto ou Fortescue Metals Group (Faster Capital, 2025).

Ensuite, le Brésil vient en seconde position, notamment grâce aux importants gisements dans les montagnes de Carajás exploités par le groupe Vale, l'une des plus grandes sociétés minières dans le monde (Faster Capital, 2025). D'autres pays comme l'Afrique du Sud, le Canada ou encore l'Inde participent également aux exportations, bien que de manière moins significative.

Tableau 3 : Principaux exportateurs de minerai de fer (données de 2024)⁵

Rang	Pays	Exportations (millions de tonnes)	Valeur (milliards de dollars)	Part mondiale (%)
1	Australie	893	87.44	54.83
2	Brésil	401.3	31.27	19.60
3	Canada	60.7	6.68	4.19
4	Afrique du Sud	63.6	6.62	4.15
5	Inde	38.4	2.94	1.84
6	Ukraine	34.1	2.92	1.83
7	Suède	19.7	2.58	1.62
8	Oman	13.2	1.78	1.12
9	Bahrain	10	1.78	1.11
44	Guinée	0.015	0.000021	0.001

Source: BACI, CEPII - BACI

Par ailleurs, il existe différentes firmes minières mais le secteur est fortement structuré autour de trois acteurs majeurs qui sont ArcelorMittal, Rio Tinto et BHP. Ces trois grandes firmes internationales génèrent des revenus significatifs et témoignent d'une organisation relativement oligopolistique du secteur.

⁵ Le tableau 3 présente les principaux pays exportateurs de minerai de fer en 2024, avec leurs volumes, leurs revenus et leur part dans le marché mondial.

Tableau 4 : Principales entreprises minières de fer dans le monde et leurs revenus en 2024 ⁶

Sociétés minières de fer	Revenus de 2024 (en milliards \$)
ArcelorMittal	70,60
Rio Tinto	54,30
BHP	53,82
Vale	43,70
Mining Ansteel	38,00
Anglo American	35,11
Fortescue Metals Group (FMG)	25,40
Hancock Prospecting (HPPL)	17,65
Lkab	6,92
NMDC	4,54

Source : Report Prime, rapport sur le marché du minerai de fer

1.1.4.2 Des importations dominées par les puissances industrielles asiatiques

À l'inverse, la demande mondiale de minerai de fer est essentiellement concentrée dans les grandes économies industrielles et en particulier en Asie. Dans les faits, le marché de minerai de fer est en pleine croissance en raison de la forte demande en acier des pays émergents tels que la Chine, l'Inde, l'Indonésie et la Thaïlande. La croissance soutenue de la construction, le dynamisme des industries automobile et mécanique dans ces économies, ainsi que les investissements publics dans les infrastructures et l'industrie expliquent cette tendance, ces différents domaines nécessitant l'utilisation de l'acier. (Zion Market Research, 2026).

La Chine qualifiée de « dragon affamé » (Faster Capital, 2025) occupe une position centrale, représentant à elle seule, plus de 70 % des importations mondiales, avec près d'un milliard de tonnes importées en 2024. Malgré la présence en forte quantité du minerai de fer dans les provinces du Hebei, du Liaoning et du Shanxi (Faster Capital, 2025), la qualité souvent

⁶ Le Tableau 4 présente les principales sociétés minières de fer dans le monde et leurs revenus en 2024. Cela permet d'avoir une meilleure compréhension sur les entreprises qui dominent l'industrie minière.

inférieure de ces minerais et l'ampleur de la demande à l'intérieur du pays expliquent cette forte dépendance.

Le Japon et la Corée du Sud figurent aussi parmi les principaux importateurs, en raison de la puissance de leur industrie sidérurgique et de leur faible dotation en ressources naturelles. En Europe, des pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas ou la France importent également du minerai de fer pour alimenter leurs industries, bien que dans des proportions moindres.

Il convient donc de noter que le commerce du minerai de fer est fortement mondialisé et organisé autour d'un petit nombre de pays exportateurs et de grands pôles industriels importateurs. Cette configuration met en évidence une division internationale du travail dans laquelle les pays industrialisés, mais pauvres en ressources, dépendent fortement des pays exportateurs pour soutenir leur croissance économique.

Tableau 5 : Principaux importateurs de minerai de fer (données de 2024)⁷

Rang	Pays	Importations (millions de tonnes)	Valeur (milliards de dollars)	Part mondiale (%)
1	Chine	1246	112.60	70.61
2	Japon	88	8.51	5.34
3	Corée du Sud	69	7.77	4.87
4	Pays-Bas	29	3.04	1.91
5	Malaisie	26	2.09	1.31
6	Allemagne	18	1.74	1.09
7	Vietnam	18	1.48	0.93
8	Egypte	10	1.39	0.87
9	Bahreïn	13	1.36	0.85
10	Arabie Saoudite	6	1.07	0.67

Source: BACI, CEPII - BACI

1.1.4.3 Une chaîne mondiale marquée par de fortes interdépendances

La structure des chaînes mondiales du minerai de fer repose sur d'importants flux, principalement maritimes, reliant les grands bassins extractifs aux pôles industriels. Les grandes routes commerciales s'étendent essentiellement de l'Australie et du Brésil vers l'Asie de l'Est, en particulier vers la Chine, qui constitue le principal importateur mondial.

Ce système engendre une forte interdépendance entre les acteurs. D'une part, les pays importateurs, notamment la Chine, dépendent de la stabilité des approvisionnements extérieurs pour soutenir leur production industrielle. D'autre part, les pays exportateurs sont étroitement liés à la demande asiatique, ce qui les rend vulnérables aux fluctuations économiques de ces marchés.

⁷ Le Tableau 5 montre les principaux pays importateurs de minerai de fer en 2024, avec les quantités importées, leur valeur et leur part dans le marché mondial.

Il est primordial de souligner que, concrètement, le prix du minerai de fer est fortement influencé par différents facteurs tels que “la dynamique de l’offre et de la demande mondiale, les coûts de production et de transport, les fluctuations monétaires et les événements géopolitiques” (Faster Capital, 2025).

1.1.4.4 Des enjeux économiques, environnementaux et géopolitiques croissants

Le marché du minerai de fer est confronté à une multitude de défis majeurs. Sur le plan environnemental, les activités d’exploitation et d’exploration entraînent des conséquences désastreuses telles que la dégradation des sols, la déforestation, la pollution de l’eau et de l’air. Pour minimiser ces effets négatifs, les autorités gouvernementales de plusieurs pays ont mis en place “des restrictions et des réglementations strictes en termes de pollution, de droits miniers, d’évacuation des déchets, de renouvellement et de reboisement des terres, ainsi que d’émissions de carbone” (Zion Market Research, 2026).

Cependant, la garantie du respect de ces réglementations entraînera une hausse des dépenses consacrées aux technologies de contrôle de la pollution, peut également retarder l’approbation des projets et également limiter les activités d’expansion dans les zones sensibles.

Sur le plan économique, la volatilité des prix et les évolutions de la demande mondiale constituent un risque pour les acteurs du secteur. Enfin, les enjeux géopolitiques sont de plus en plus présents, notamment en raison de la dépendance de certains pays à l’égard de fournisseurs étrangers, ce qui peut générer des tensions ou des stratégies de sécurisation des approvisionnements.

En approfondissant le monde complexe du minerai de fer, il est évident qu’il occupe une position centrale dans l’économie mondiale. La demande de minerai de fer est fortement influencée par la croissance industrielle, des projets de construction et d’infrastructures. L’approvisionnement en minerai de fer constitue un équilibre délicat, influencé par des facteurs tels que la production minière, la logistique de transport et la stabilité géopolitique.

L’organisation des chaînes mondiales montre des relations d’interdépendance entre quelques grands pays exportateurs et des puissances industrielles importatrices. Dans un contexte de transition écologique et de recomposition des équilibres géopolitiques, ces chaînes pourraient toutefois être amenées à évoluer, notamment sous l’effet de nouvelles contraintes environnementales et de transformations industrielles.

1.2 Potentiel stratégique du gisement de Simandou

1.2.1 Réserves et qualité du minerai de fer

Après près de trois décennies de litiges et de retards diplomatiques, la Guinée a inauguré le plus grand projet minier d'Afrique subsaharienne le 11 novembre 2025 (AFRIK.COM,2025). Le gisement de Simandou, situé dans le sud-est de la Guinée, représente un projet minier d'envergure mondiale. L'importance de cette sous-région s'explique à la fois par l'ampleur de ses réserves et par la qualité exceptionnelle de son minerai, qui en font un gisement attractif dans un contexte de forte demande mondiale en matières premières destinées à la production d'acier. Comme évoqué précédemment, le projet est subdivisé en quatre blocs exploitables. Les blocs 1 et 2 sont détenus par le Winning Consortium Simandou (WCS), tandis que les blocs 3 et 4 sont exploités par Rio Tinto. L'exploitation de ce gisement représente donc une opportunité économique majeure pour la Guinée.

Dans cette partie, nous analyserons les caractéristiques géologiques et minières du gisement de Simandou. Dans un premier temps, nous étudierons l'importance géologique de ses réserves. Dans un second temps, nous examinerons en profondeur la qualité de son minerai ainsi que les implications économiques qui y sont rattachées, avant de situer le gisement dans une perspective comparative avec les principaux gisements de minerai de fer.

1.2.1.1 Importance géologique des réserves de Simandou

La portée stratégique du gisement de Simandou repose essentiellement sur ses caractéristiques géologiques impressionnantes. Afin de mieux comprendre l'importance de ses réserves, il convient d'examiner les formations de fer rubanées, auxquelles appartient le gisement de Simandou. En effet, ces formations (Banded Iron Formations - BIF) reposent sur une base de roches très dures et anciennes appelée socle cristallin (Cope & al., 2005). Les systèmes de minerai de fer associés aux BIF représentent les plus grands districts et gisements de minerai de fer à haute teneur (> 60% Fe) au monde (Hagemann & al., 2016). Les BIF sont des roches sédimentaires chimiques dont les couches sont fines et contiennent au moins 15 % de fer d'origine sédimentaire (Hagemann & al., 2016).

Contrairement aux autres systèmes métallifères, les roches hôtes du minerai de fer contiennent déjà suffisamment des concentrations importantes en fer, environ 30 à 35 %. Néanmoins, les BIF ne constituent pas forcément un minerai économiquement exploitable. Les minerais à haute teneur sont enrichis par des processus géochimiques qui sont assez complexes, principalement

liés à l'élimination progressive de la silice et à la concentration de l'hématite. Ces mécanismes peuvent être rapides ou s'étaler sur des centaines de millions d'années (Hagemann & al., 2016).

Les grands districts ferrifères hébergés dans les BIF sont principalement localisés en Australie (Hamersley, Yilgarn, Pilbara), au Brésil (Quadrilatère Ferrifère, Carajás, Urucum), en Afrique de l'Ouest (Simandou) ainsi qu'en Afrique du Sud (Sishen, Thabazimbi). Il existe une distinction entre trois grands contextes géotectoniques à savoir les BIF de type Algoma, les BIF de type Lake Superior et les BIF de type Rapitan–Urucum. Les formations de fer rubanées de type Lake Superior regroupent les plus grands gisements de fer au monde. On y retrouve Hamersley (Australie), Transvaal (Afrique du Sud) ou encore Simandou (Guinée) (Hagemann & al., 2016).

En complément, les études géologiques qui ont été réalisées sur le gisement montrent que les formations ferrifères de Simandou présentent une importante continuité géologique ainsi qu'une forte épaisseur des unités d'itabirites. L'épaisseur totale de ces formations est estimée à plus de 250 mètres (Cope & al., 2005). Ainsi, cette continuité géologique favorise la présence de réserves abondantes et renforce l'intérêt économique du gisement à long terme.

1.2.1.2 Qualité du minerai et comparaison internationale

D'autre part, l'importance de Simandou repose particulièrement sur la haute teneur et la qualité exceptionnelle de son minerai de fer. Hébergé dans des formations de fer rubanées métamorphisées appelées itabirites, le gisement de Simandou présente des teneurs moyennes avoisinant 65% de fer avec très peu d'impuretés (Cope & al., 2005). Les différentes études géologiques démontrent que cet enrichissement résulte majoritairement de l'élimination de la silice lors de la transformation des itabirites en minerai riche en hématite. La forte présence de l'hématite constitue un avantage crucial puisque ce minéral est particulièrement recherché dans l'industrie sidérurgique en raison de sa forte teneur en fer et de sa facilité d'exploitation.

La qualité du minerai de fer est un élément déterminant dans la compétitivité d'un gisement sur les marchés internationaux. Les minerais à haute teneur nécessitent moins d'opérations de transformation, réduisent les coûts énergétiques et contribuent à l'obtention d'un acier de meilleure qualité. Dans un monde engagé vers la transition énergétique, les minerais de haute qualité deviennent des ressources particulièrement stratégiques pour une sidérurgie plus durable.

Tableau 6 : Comparaison des principaux gisements mondiaux de minerai de fer

Gisement / Pays	Réserves estimées (2024)	Teneur moyenne en Fe	Position mondiale
Pilbara / Australie	≈ 23 milliards de tonnes	58–62 %	Principal bassin exportateur mondial
Carajás / Brésil	≈ 7 milliards de tonnes	60–67 %	Un des minerais les plus riches au monde
Simandou / Guinée	≈ 4 milliards de tonnes	≈ 65 % Fe	Un des plus grands gisements de haute qualité non exploités

Source : (Cope & al., 2005) , Mining Technology (2024), Geoscience Australia (2024)

Les données présentées dans ce tableau renforcent la position stratégique du gisement de Simandou dans l'industrie du minerai de fer à l'échelle mondiale. Bien que ses réserves demeurent inférieures à celles de Pilbara, Simandou possède néanmoins un minerai de fer qui se rapproche fortement des meilleurs standards internationaux observés au Brésil. Cette configuration entre abondance des réserves, haute teneur en fer et faible niveau d'impuretés fait de ce gisement un adversaire de taille au niveau mondial.

Ainsi, il apparaît que Simandou figure parmi les plus grands districts mondiaux, aux côtés des principaux bassins miniers australiens et brésiliens. Grâce à la qualité de son minerai et à ses caractéristiques géologiques exceptionnelles, le gisement représente un potentiel stratégique majeur pour la Guinée et pourrait sur du long terme jouer un rôle important dans les chaînes mondiales d'approvisionnement en minerai de fer.

1.2.2 Impact potentiel sur le PIB et la balance commerciale

Dans cette partie du travail, le but est d'analyser l'impact potentiel de l'exploitation du gisement de Simandou sur le PIB ainsi que sur la balance commerciale guinéenne. La stimulation de certains secteurs d'activité comme le secteur minier peut contribuer de manière significative à la croissance économique en stimulant les investissements, les exportations et les recettes publiques. Par ailleurs, cela peut également modifier les échanges internationaux du pays, notamment à travers les exportations et les importations, influençant directement la balance commerciale.

Selon les estimations, la mise en exploitation promet des retombées économiques importantes pour le pays. À travers ce projet, les exportations minières actuelles de la Guinée pourront se voir doubler selon Rio Tinto (ITIE Guinée, 2025). Ainsi, l'objectif de la Guinée est de transformer ce potentiel géologique en un véritable moteur de développement durable à l'horizon 2040.

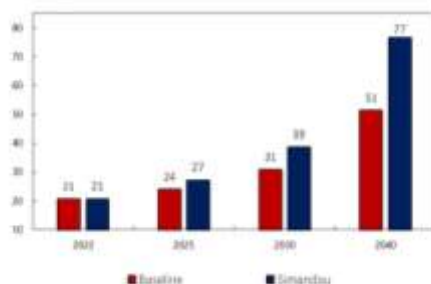
1.2.2.1 Impact potentiel sur le PIB

Le PIB est un indicateur clé permettant de mesurer la richesse créée dans un pays. Son évolution dépend essentiellement de la consommation, de l'investissement, des dépenses publiques ainsi que du commerce extérieur.

Avant le début du projet, la Guinée enregistrait déjà une croissance relativement soutenue, principalement portée par le secteur minier. En 2020, le taux de croissance économique de la Guinée atteignait environ 7,1% du PIB grâce notamment au secteur minier et au dynamisme de l'économie non minière qui emploie la grande majorité de la population (FMI, 2021). Avec l'accélération des investissements liés à Simandou et aux nouveaux projets extractifs, les perspectives de croissance s'avèrent favorables pour les prochaines années.

Dans un récent rapport, le FMI a analysé les effets potentiels à moyen et long terme du projet minier sur l'économie guinéenne ainsi que la répartition des revenus. Selon les analyses, avec le démarrage de l'exploitation en 2025, le niveau du PIB réel de la Guinée pourrait être supérieur de 26% d'ici l'horizon 2030 par rapport à un scénario sans projet Simandou (FMI, 2024). Cet accroissement s'expliquerait d'abord par l'augmentation des investissements étrangers, la croissance des exportations minières, le développement des infrastructures et l'accroissement des recettes publiques.

Graphique 3 : Évolution projetée du PIB réel de la Guinée sans et avec le projet Simandou (2022-2040)⁸



Source : FMI, 2024

L'exploitation de ce gisement entraînerait également une appréciation de la monnaie d'environ 3 % en 2025 et de 2 % en 2030. En parallèle, une hausse de l'emploi, une augmentation de la consommation privée et des revenus fiscaux sont attendues. Différents scénarios politiques suggèrent que l'affectation des recettes fiscales potentielles à l'éducation et aux infrastructures se traduirait par une croissance plus forte et une réduction plus marquée de la pauvreté (FMI, 2024).

L'investissement dans les infrastructures et les mines est estimé entre 15 et 20 milliards de dollars, un montant équivalant approximativement au PIB annuel total du pays en 2022 (FMI, 2024). L'augmentation de la capacité de production ainsi que les investissements colossaux de capitaux devraient se traduire par un taux de croissance annuel moyen du secteur extractif de 21,9 % entre 2025 et 2028 (ITIE Guinée, 2023).

Par ailleurs, le projet pourrait générer des recettes publiques assez importantes. Selon le modèle FARI utilisé par le FMI et l'ITIE, les recettes annuelles de l'État pourraient atteindre entre 850 millions et 1,7 milliard de dollars avant 2035, puis entre 2 et 2,7 milliards de dollars par an après l'augmentation progressive de l'impôt sur les sociétés (ITIE Guinée, 2023).

1.2.2.2 Effets positifs possibles sur le PIB

Tout d'abord, le projet de minerai de fer favorise l'entrée massive d'investissements étrangers directs. Ces investissements sont liés non seulement à l'exploitation minière, mais aussi à la construction d'infrastructures ferroviaires, portuaires et énergétiques nécessaires au bon déroulement du projet. Cette dynamique pourrait renforcer davantage l'attractivité économique

⁸ Le graphique 3 montre que le projet Simandou entraînerait fortement la croissance économique de la Guinée entre 2022 et 2040. Le PIB réel atteindrait 77 milliards de dollars en 2040 avec Simandou contre 51 milliards dans le scénario sans le projet.

de la Guinée tout en stimulant d'autres secteurs d'activité. Selon les données de 2025 publiées par le ministère des Mines et de la Géologie, le montant total des investissements réalisés par les sociétés de bauxite et de fer s'élèverait à environ 2 028 milliards de francs guinéens (ministère des Mines et de la géologie, 2025).

Ensuite, au cours de l'année 2025, il y avait une hausse importante de la production de fer par rapport à l'année 2024. Sur les 6 405 milliards de francs guinéens (734 800 756,68 USD), versés en taxes et contributions par les sociétés minières, environ 4 426 milliards de francs guinéens proviennent des sociétés de bauxite et de fer (ministère des Mines et de Géologie, 2025). De ce fait, la hausse de la production et des exportations de minerai de fer contribuerait à accroître les recettes fiscales de l'État à travers les impôts, les taxes, les redevances minières et les dividendes issus des participations publiques (ITIE Guinée, 2023).

Les retombées positives de Simandou vont bien au-delà des simples revenus miniers. Pour la phase de construction seulement, le projet devrait générer entre 50 000 et 60 000 emplois, augmentant principalement le niveau global de l'emploi d'environ 4% par rapport au scénario de base (FMI, 2024).

Enfin, les infrastructures développées dans le cadre du projet pourraient produire des effets positifs sur le reste de l'économie. En effet, 25% de la capacité du chemin de fer sera conçue pour des activités non minières (FMI, 2024). Ce "corridor de croissance de Simandou" permettra aux régions de la Haute-Guinée et de la Guinée forestière d'être mieux connectées au reste du pays, stimulant ainsi le développement des secteurs de l'agriculture, de l'horticulture ou encore de l'aquaculture (Banque Mondiale, 2012). Sur le plan budgétaire, les recettes fiscales totales de l'État pourraient atteindre 3,4 % du PIB sur la période 2030-2039 (FMI, 2024).

1.2.2.3 Impact potentiel sur la balance commerciale

La balance commerciale représente la différence entre les exportations et les importations d'un pays. Lorsque les exportations sont supérieures aux importations, la balance commerciale est qualifiée d'excédentaire. À l'inverse, lorsque les importations sont plus importantes que les exportations alors la balance commerciale devient déficitaire.

Les informations fournies par les entités publiques, notamment par le ministère des Mines et de la Géologie, permettent une meilleure compréhension de l'impact économique et social de l'exploitation des ressources naturelles sur le pays. En 2025, les exportations du minerai de fer ont atteint 1 057 524 tonnes. Ces exportations participent directement aux recettes extérieures (ministère des Mines et de Géologie, 2025).

Simandou devrait radicalement renforcer la position économique et commerciale de la Guinée. Les échanges étant majoritairement dominés par le secteur extractif, le projet Simandou contribuerait à doubler la valeur des exportations minières de la Guinée (ITIE Guinée, 2023). Actuellement leader mondial de la bauxite, la Guinée pourrait potentiellement occuper la cinquième place en tant que producteur mondial de minerai de fer (FMI, 2024). La combinaison des volumes exportés ainsi que la haute qualité du minerai de fer devraient générer un excédent commercial durable (ITIE Guinée, 2023). Cependant, ce scénario renforcera la dépendance du pays envers les marchés internationaux, particulièrement du marché chinois, exposant ainsi la balance commerciale aux cycles économiques mondiaux (Lauren, 2016 ; ITIE, 2023).

Le projet Simandou apparaît comme une opportunité majeure pour transformer durablement l'économie guinéenne. Bien que les effets sur le PIB et la balance commerciale s'annoncent importants, le succès à long terme dépendra de la capacité du gouvernement à diversifier l'économie et à promouvoir les activités hors secteur minier (Banque mondiale, 2012). La mise en place d'un fonds souverain destiné à gérer les revenus miniers de manière intergénérationnelle constitue une recommandation essentielle pour garantir une croissance inclusive (ITIE Guinée, 2025). En conclusion, la réussite du projet dépendra d'une bonne gouvernance, de la transparence dans la gestion des contrats et d'investissements conséquents dans le capital humain afin que le Simandou devienne un levier de prospérité pour l'ensemble de la population guinéenne.

2 Analyse qualitative

2.1 Simandou dans les chaînes d'approvisionnement mondiales

2.1.1 Historique et principaux acteurs

Au-delà de son importance géologique, Simandou représente un enjeu géopolitique et économique majeur, mobilisant des investissements massifs dans les infrastructures minières, ferroviaires et portuaires, évalués à près de 15 milliards de dollars (Lauren, 2016). Ainsi, depuis sa découverte, de nombreux acteurs internationaux en particulier Rio Tinto et la Chine sont intéressés par l'exploitation.

Figure 2 : Vue aérienne du projet Simandou en Guinée⁹



Source : Rio Tinto, projet Simandou, 2025

2.1.1.1 Historique : Un siècle de convoitises et de blocages

L'intérêt pour la région de Simandou remonte au milieu XXe siècle. Les premières études ont été d'abord menées par des géologues français dans les années 1950, poursuivies par des géologues chinois dans les années 1970. Toutefois, les véritables investigations industrielles ont connu un tournant décisif en 1997 lorsque le géant anglo-australien Rio Tinto a lancé un programme d'exploration de grande ampleur ciblant initialement le gisement de Simandou (Cope & al, 2005). Par la suite, en novembre 2002, un accord minier a été conclu entre Rio Tinto, par l'intermédiaire de sa filiale SIMFER S.A. et l'État guinéen. Puis, cela a ouvert la voie à l'attribution d'une concession minière de 738 km² en mars 2006. Ce projet prévoyait la production de 40 à 170 millions de tonnes de fer par an, la construction d'un chemin de fer

⁹ Cette image montre l'étendue du site de Simandou, un projet minier d'envergure internationale porté par plusieurs partenaires industriels.

trans-guinéen afin de faciliter le transport du minerai, la construction de cités ainsi qu'un aéroport (Diallo, 2014).

Pendant une longue période, le développement du projet a été freiné par une série d'obstacles, parmi lesquels l'instabilité politique, les contraintes techniques et les variations des marchés mondiaux. Entretemps, les exportations de bauxite constituaient une alternative de revenus pour le gouvernement (Cope & al, 2005 ; Diallo, 2014).

2.1.1.2 Les tensions et changements de concessions

L'historique de Simandou est étroitement liée à une série de contentieux juridiques complexes. La concession minière a été historiquement subdivisée en quatre blocs distincts. D'une part, les blocs 1 et 2 qui étaient initialement sous le contrôle de Rio Tinto puis retirés par le gouvernement guinéen pour être réattribués à Benny Steinmetz Group Resources (BSGR). Par la suite, BSGR a formé une alliance avec le brésilien Vale en lui cédant 50% du gisement (Diallo, 2014). Des accusations de corruption ont conduit ces blocs à faire l'objet de longues batailles judiciaires et politiques devant plusieurs juridictions internationales, notamment aux Etats-Unis, en Suisse et en France, opposant Rio Tinto à Vale et BSGR (Barry, 2025). Actuellement, ils sont exploités par Winning Consortium Simandou (WCS) et l'Etat guinéen avec des participations respectives de 85 % et 15 % (FMI, 2024).

D'autre part, les blocs 3 et 4 qui ont demeurés sous le contrôle de Rio Tinto, en partenariat avec le consortium chinois mené par Chinalco et l'État guinéen. La pleine exploitation de cette partie des gisements de minerai de fer de Simandou permettrait d'atteindre une production annuelle de 95 millions de tonnes pendant quatre décennies (Lauren, 2016).

En juillet 2016, le projet a connu un tournant critique lorsque Rio Tinto a annoncé mettre Simandou en veilleuse, en raison de la baisse des prix du fer sur les marchés internationaux et de l'excès de l'offre mondiale, malgré que le groupe ait soumis l'étude de faisabilité nécessaire seulement deux mois auparavant. Cette décision a créé de vives tensions avec le gouvernement guinéen, le menaçant de poursuite judiciaire. Le projet n'a été relancé que récemment avec la forte implication de partenaires chinois comme Baowu Steel (Lauren, 2016).

2.1.1.3 Acteurs clés du projet Simandou : une alliance de nécessité

Parmi les principaux acteurs à l'origine du projet figure Rio Tinto, considéré comme l'un des piliers incontournables de son développement. En effet, Rio Tinto est le pionnier de ce projet, détenant environ 46,6 % dans les blocs sud au milieu des années 2010. Il a joué un rôle crucial

dans la certification des réserves et les études de faisabilité. Néanmoins, le géant minier a été confronté à de nombreux défis majeurs.

Premièrement, la nécessité de construire un chemin de fer de 650 km exclusivement sur le territoire guinéen a considérablement pesé sur la rentabilité commerciale du projet (Lauren, 2016). Deuxièmement, l'instabilité constante des cadres réglementaires et les modifications successives des codes miniers ont suscité des inquiétudes quant à la viabilité d'un investissement aussi massif. Il convient de souligner qu'en 2015, l'indice « Doing Business » de la Banque mondiale classait la Guinée au 169^e rang mondial en matière de climat des affaires (Diallo, 2014). Une telle position traduisait un environnement économique peu attractif, susceptible de renforcer les réticences des investisseurs étrangers. Enfin, la fluctuation des prix du minerai de fer a amené Rio Tinto à privilégier ses actifs australiens existants, jugées plus rentables et moins coûteux, au détriment de Simandou (Lauren, 2016).

Après avoir analysé le rôle de Rio Tinto, il convient désormais de s'intéresser au deuxième acteur stratégique majeur impliqué dans le projet Simandou qui est la Chine. La Chine occupe une position déterminante via des entreprises d'État comme Chinalco et Baowu Steel Group (FMI, 2024). Ses objectifs sont à la fois multiples et stratégiques. Tout d'abord, la sécurité des ressources. Simandou permet un accès direct à un minerai à haute teneur, essentiel pour l'industrie sidérurgique chinoise, qui demeure la plus importante au monde. Ensuite, Pékin souhaite considérablement réduire sa dépendance vis à vis de l'Australie et du Brésil pour réduire l'influence de ces pays sur la détermination des prix mondiaux.

Enfin, ce partenariat entre la Chine et la Guinée s'inscrit dans un agenda "gagnant-gagnant" qui est au cœur de la politique d'aide chinoise. De manière générale, la Chine a émis son intention de soutenir l'Afrique, notamment la Guinée en investissant dans les infrastructures à forte intensité d'acier. Elle envisage de contribuer à l'industrialisation de l'Afrique tout en soutenant sa propre transition économique. L'investissement à Simandou permet directement à la Chine de sécuriser les bases matérielles de sa propre croissance (Lauren, 2016).

Enfin, l'État guinéen constitue le dernier acteur majeur impliqué dans ce projet. Pour la Guinée, Simandou ne représente pas qu'une simple mine mais un socle de stratégie pour la réduction de la pauvreté. Cette démarche s'articule autour de plusieurs objectifs fondamentaux. Premièrement, le gouvernement a exigé que l'évacuation du minerai de fer devait se faire via le territoire guinéen plutôt que par le corridor libérien, rejetant ainsi la proposition de Rio Tinto (Lauren, 2016). Cette volonté vise à garantir à l'État un contrôle total des flux et des retombées

du projet, en accord avec le principe onusien de souveraineté sur les ressources naturelles, qui reconnaît aux peuples et aux nations le droit d'exploiter librement leurs richesses naturelles (Diallo, 2014).

Simandou met en évidence la complexité des relations entre puissances industrielles et les États riches en ressources naturelles. Si Rio Tinto a fourni l'expertise technique initiale, la Chine se distingue désormais par sa capacité financière et sa volonté stratégique de concrétiser des infrastructures d'une ampleur inédite. Pour l'État guinéen, le principal défi consiste à transformer cette rente géologique en un levier de développement durable, sans tomber dans une dépendance exclusive aux activités extractives.

2.1.2 Enjeux géopolitiques

Au-delà de son intérêt industriel, l'« Eldorado » du minerai de fer est devenu un instrument géopolitique majeur susceptible de transformer les équilibres des marchés mondiaux et de redéfinir les rapports de force entre les grandes puissances industrielles et les pays détenteurs de ressources. La progression du projet est surtout influencée par des intérêts géopolitiques et économiques dépassant la simple logique de rentabilité commerciale (Wilson, 2012).

La Chine possède l'industrie sidérurgique la plus puissante au monde, mais elle reste structurellement dépendante des marchés internationaux pour sécuriser son approvisionnement. Dès 2007, la Chine absorbait près de la moitié des importations mondiales de fer par voie maritime, soit 48,2 % (Diallo, 2014). Historiquement, la majeure partie des importations chinoises de minerai de fer provenait des « Big Tree » dominé par les groupes australiens Rio Tinto et BHP Billiton ainsi que le brésilien Vale (Wilson, 2012).

Entre 2000 et 2011, en raison de la forte croissance de la demande liée à la hausse des importations chinoises, les trois principaux producteurs de minerai de fer (Vale, BHP Billiton et Rio Tinto) ont réussi à imposer de rapides hausses de prix, lesquels ont été multipliées par neuf. Ainsi, Pékin considère la capacité de ces géants miniers de « dicter les prix » comme une menace pour sa sécurité économique. Cette dynamique a poussé le gouvernement chinois à développer des politiques de « sécurité des ressources » afin de restructurer le marché international (Wilson, 2012).

Pour la Chine comme pour la Guinée, l'exploitation du minerai de fer de Simandou s'inscrit dans une logique largement perçue comme « gagnant-gagnant ». La Chine, partenaire majeur de la Guinée, s'est engagée à soutenir le pays dans la construction d'une ère « post-Ebola »,

marquée par une plus grande prospérité économique et une amélioration de la santé publique. À travers des investissements accrus réalisés par des entreprises telles que Chinalco ou Baowu Steel, la Chine cherche ainsi à développer des « mines captives » afin de remettre en cause la domination du quasi-monopole anglo-australien et de stabiliser les prix mondiaux à son avantage (Wilson, 2012).

Le secteur minier africain est devenu un véritable champ de compétition entre les puissances occidentales traditionnelles comme le Canada, l'Australie, les États-Unis et les puissances émergentes des BRICS¹⁰. Elles sont toutes motivées par la maîtrise et le contrôle des matières premières perçues comme stratégiques pour le développement de leurs économies. La Chine utilise une approche de coopération « Sud-Sud », soutenue par des instruments financiers tels que le Fond de développement Chine-Afrique créé en 2007, afin de renforcer sa compétitivité et sécuriser des métaux indispensables à son industrie manufacturière (Diallo, 2014)

Malgré une présence moins marquée que celle des entreprises chinoises à Simandou, les intérêts américains restent présents par l'intermédiaire d'institutions telles que la Société Financière Internationale, filiale de la Banque Mondiale établie à Washington, qui détient 4,6% des parts dans les blocs sud du gisement (Diallo, 2014 ; Lauren, 2016). En outre, la présence d'entreprises américaines en Guinée, comme Alcoa dans l'industrie de la bauxite, souligne la volonté des États-Unis de maintenir une certaine influence occidentale face à l'expansion chinoise en Afrique de l'Ouest notamment en Guinée (Diallo, 2014).

Le projet Simandou apparaît comme un acteur clé dans la réorganisation de l'architecture mondiale des ressources minérales. L'émergence de la Guinée comme exportateur majeur de fer constitue pour la Chine un levier pertinent afin de contester la domination australienne sur les prix (Lauren, 2016). Cependant, ce projet place la Guinée au cœur de rivalités internationales complexes, faisant du pays un acteur stratégique de la sécurité minérale mondiale (Diallo, 2014).

2.1.3 Infrastructures et intégration logistique

L'envergure du projet ne réside pas uniquement dans l'extraction du minerai, mais surtout dans la mise en place d'un dispositif logistique de grande ampleur (SYSTRA Canada, 2021). En raison de l'insuffisance des infrastructures nécessaires au transport du minerai de fer, le projet nécessite la création ex nihilo d'un système intégré comprenant une mine de fer à ciel ouvert,

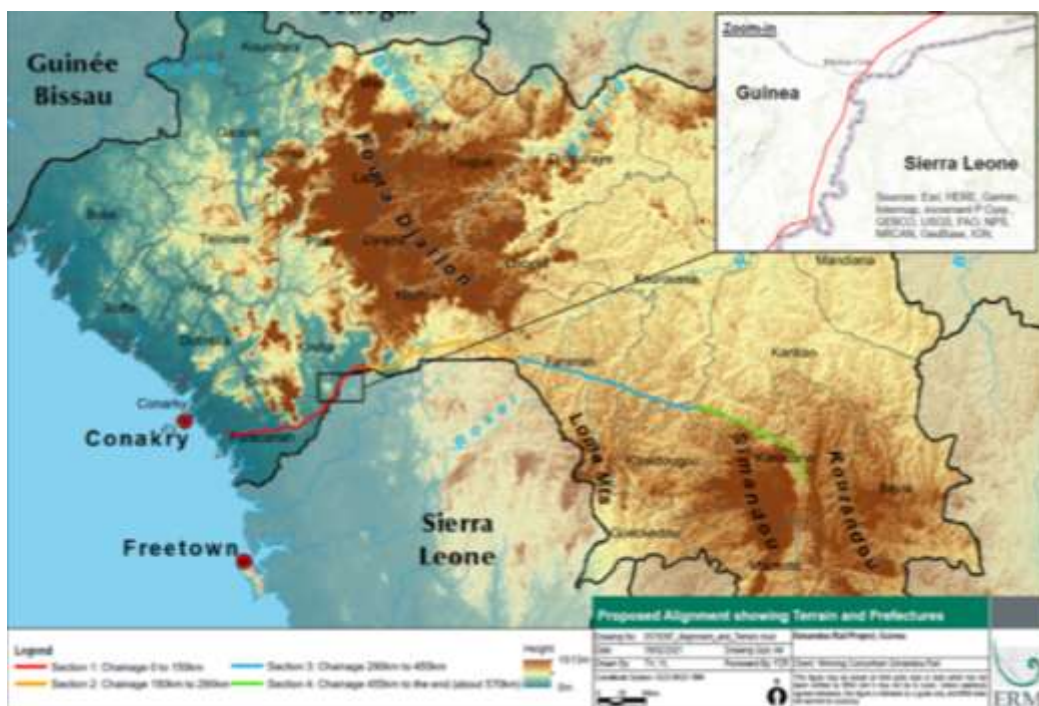
¹⁰ BRICS désigne l'acronyme des puissances émergentes dont le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

une ligne ferroviaire lourde et un port minéralier. Cet ensemble représente l'un des plus importants investissements de type « greenfield » réalisés à l'échelle mondiale (Winning Consortium Simandou, 2021).

2.1.3.1 Les principales infrastructures logistiques du projet

La principale infrastructure logistique du projet est le chemin de fer trans-guinéen. Il constitue le pivot du système de transport du minerai, avec une ligne ferroviaire lourde d'environ 650 km de longueur (SYSTRA Canada, 2021 ; AFRIK.COM, 2025). Cette infrastructure a été conçue pour relier la mine de Simandou, située à l'intérieur du pays, à la côte atlantique, notamment au port de Morébaya (Winning Consortium Simandou, 2021).

Figure 3 : Corridor ferroviaire du projet Simandou et les régions traversées¹¹



Source : Winning Consortium Simandou (2021)

Le parcours du chemin de fer est particulièrement complexe et se caractérise par d'importants défis techniques, nécessitant la construction de 35 ponts et de plus de 20 km de tunnels destinés à traverser les reliefs montagneux, dont les tunnels de Kindia (11,8 km) et de Mamou (8,95 km). La voie est dimensionnée pour supporter le transport d'une capacité pouvant atteindre 100 millions de tonnes de minerai par an (Winning Consortium Simandou, 2021). Afin de répondre

¹¹ Cette figure montre le corridor ferroviaire du projet Simandou reliant les zones minières situées à l'intérieur du pays à la côte atlantique. Elle met également en évidence les principales régions traversées ainsi que les contraintes géographiques du tracé.

aux exigences de l'État guinéen, le rail intègre une capacité supplémentaire de 25 % destinée aux activités non minières, telles que le transport de passagers et de marchandises. Ainsi, cette infrastructure contribuera à améliorer l'accès aux régions isolées grâce au développement des infrastructures de transport (FMI, 2024).

Le port minéralier représente la seconde composante majeure de l'infrastructure logistique du projet. L'exportation du minerai s'effectuera par l'intermédiaire d'un terminal maritime situé dans l'estuaire de la rivière Morébaya, dans la préfecture de Forécariah (Winning Consortium Simandou, 2021 ; AFRIK.COM,2025). Le terminal sera équipé d'une boucle ferroviaire destinée à la réception des trains, de basculeurs rotatifs de wagons, de vastes zones de stockage dotées de gerbeurs-récupérateurs ainsi que d'un système de convoyeurs permettant d'acheminer le minerai de fer jusqu'au quai de chargement (Rio Tinto Simandou, 2013).

Le projet prévoit la construction progressive des installations portuaires destinées à l'exportation du minerai de fer en deux phases. Dans un premier temps, le minerai sera chargé sur des barges au niveau d'un quai d'expédition fluvial. Par la suite, un chenal de navigation sera dragué pour permettre aux barges de rejoindre des terminaux de transbordement en mer, où le minerai sera transféré sur de grands navires océaniques destinés au commerce international. Dans la deuxième phase, le projet envisage, à long terme, la construction d'un port en eau profonde pour optimiser les volumes d'exportation du minerai (Winning Consortium Simandou, 2021).

Au-delà des infrastructures principales, le projet intègre également de nombreuses infrastructures de soutien utiles au bon fonctionnement du corridor. Dans cette perspective, un aéroport à 20 km au nord de Kérouané sera aménagé afin de faciliter le transport du personnel et le soutien logistique du site minier. Il sera construit en plusieurs phases distinctes. Dans une première phase, une piste en latérite sera construite, tandis que dans la seconde phase, la piste sera bétonnée et éventuellement étendue. Ensuite, des centrales électriques et des barrages pour l'approvisionnement en eau douce seront construits sur les sites miniers et portuaires. Enfin, des routes d'accès le long de la voie ferrée et des cités minières susceptibles d'accueillir des milliers d'employés sont intégrées au plan de développement (Winning Consortium Simandou, 2021).

guinéen et réaliser des bénéfices durables pour l'économie nationale grâce à une meilleure connectivité du territoire (Afrik.com,2025).

2.2 Opportunités et limites du développement minier

2.2.1 Impact économique

2.2.1.1 Contribution à la croissance économique

Selon Rio Tinto, l'exploitation à pleine capacité de la chaîne permettrait d'atteindre une production de près de 120 millions de tonnes par an. Ce volume massif permettrait de doubler la valeur des exportations minières actuelles de la Guinée. Par ailleurs, d'après les prévisions du FMI, le PIB réel du pays pourrait atteindre environ 26 % à l'horizon 2030, par rapport à un scénario où le projet ne serait pas mis en œuvre (FMI, 2024).

Ce projet minier promet des retombées fiscales considérables. Les recettes publiques annuelles attendues pourraient représenter 3,4 % du PIB entre 2030 et 2039. Selon le modèle FARI qui a été utilisé par le FMI, ces revenus se situeraient entre 850 millions et 1,7 milliard de dollars par an avant 2035. Si le taux d'imposition des sociétés augmente à partir de 2035, ces recettes pourront grimper annuellement entre 2 et 2,7 milliards de dollars (ITIE Guinée, 2025).

Grâce à l'intégration du chemin de fer trans-guinéen dans le projet, dont 25% de la capacité sera réservée à des activités non minières, le transport des passagers et des marchandises sera facilité. Cette nouvelle connectivité permettrait de dynamiser plusieurs secteurs d'activités tels que l'agriculture, l'aquaculture, tout en générant des retombées positives pour les populations locales (FMI,2024 ; Lauren, 2016).

2.2.1.2 Impact sur l'emploi et le développement régional

Alors que les prédictions de Rio Tinto estiment que la phase de construction mobilisera à elle seule entre 50 000 et 60 000 personnes (FMI,2024), d'autres estimations évaluent à près de 100 000 le nombre d'emplois directs susceptibles d'être générés par le projet (Doumbouya, 2025). Par ailleurs, lors d'une visite officielle, le ministre chinois des affaires étrangères a affirmé la volonté de son pays de soutenir la Guinée dans la résolution de deux obstacles majeurs à son développement que sont le déficit d'infrastructures et le manque de main-d'œuvre qualifiée. Afin de remédier à cette pénurie de compétences, la Chine a proposé un large éventail de bourses destinées aux ressortissants africains, notamment les guinéens. Ces programmes comprennent des formations diplômantes de courte et longue durée, ainsi que des programmes dispensés en chinois et en anglais (Lauren, 2016).

L'un des principaux objectifs du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté en Guinée. Selon le rapport du FMI, une utilisation efficace des revenus fiscaux générés, notamment en les réinvestissant dans les secteurs de l'éducation et de la santé, pourrait avoir un impact positif sur le développement du capital humain. Le modèle MIMMI indique que le projet contribuerait à réduire le taux de pauvreté de 0,6 point de pourcentage ainsi qu'une réduction de la profondeur de la pauvreté de 0,9 point de pourcentage (FMI, 2024).

Le corridor de Simandou a été conçu dans le but de désenclaver les régions situées entre l'estuaire de la rivière Morébaya et la Guinée forestière. Les différentes infrastructures mises en place, notamment les rails et le port en eau profonde, contribuent à transformer de manière durable le paysage socio-économique des régions et préfectures traversées. Elles favorisent également l'industrialisation locale et l'essor du commerce transfrontalier (FMI, 2024 ; Lauren, 2016).

2.2.1.3 Limites et défis éventuels

Premièrement, il existe un risque du « syndrome hollandais » ainsi qu'une forte exposition à la volatilité économique. En effet, l'économie guinéenne demeure fortement vulnérable aux chocs extérieurs étant donné que plus de 80 % des exportations du pays proviennent des activités minières (Guinée Mines, 2025). L'afflux massif de devises généré par le projet Simandou pourrait entraîner une appréciation de la monnaie nationale, estimée entre 2 % et 3,4 % (FMI, 2024).

Une telle situation risquerait d'affaiblir la compétitivité des secteurs non miniers, notamment l'agriculture, en rendant leurs produits moins concurrentiels sur les marchés. Par ailleurs, la Guinée reste particulièrement exposée à la volatilité des cours mondiaux du minerai de fer ainsi qu'aux fluctuations de la demande chinoise. Cette dépendance apparaît d'autant plus préoccupante dans un contexte marqué par le ralentissement du secteur immobilier en Chine, susceptible d'affecter la demande en matières premières (ITIE, 2025).

Ensuite, bien que le projet promette la création de milliers d'emplois, le secteur minier guinéen demeure particulièrement capitalistique et peine à intégrer la main-d'œuvre locale pour les postes hautement qualifiés. Par conséquent, la majorité de ces fonctions est occupée par des expatriés (Doubouya, 2025). En l'absence de politiques actives et ambitieuses en matière d'éducation, l'impact du projet sur la réduction de la pauvreté n'est que dérisoire, pouvant accentuer davantage les inégalités sociales surtout en milieu rural (FMI, 2024).

De surcroît, sans politiques efficaces de redistribution des richesses, les retombées sociales du projet pourraient demeurer faibles. La pauvreté ne diminuerait que légèrement tandis que les inégalités risqueraient de s'accroître, notamment entre les zones rurales et urbaines. Le secteur minier profiterait principalement à la main-d'œuvre la plus qualifiée (FMI, 2024). Enfin, le financement d'un tel projet pourrait exposer le pays à un risque de surendettement si les revenus ne sont pas gérés de manière prudente (Lauren, 2016).

Le projet Simandou constitue une opportunité unique de transformation économique pour la Guinée et pourrait durablement modifier sa trajectoire de développement pour les décennies à venir. Cependant, pour que ce « scandale géologique » se transforme en un véritable « miracle économique », le gouvernement guinéen devra impérativement assurer une gouvernance transparente et efficace, capable de limiter les exonérations fiscales excessives. Par ailleurs, les revenus issus du projet devront être investis prioritairement dans la diversification de l'économie ainsi que le capital humain, notamment à travers l'éducation, la formation et les infrastructures. (Guinée Mines, 2025).

2.2.2 Risques du développement minier et conséquences

« Le projet Simandou est sans précédent pour la Guinée, non seulement par sa taille et sa complexité, mais aussi par la menace qu'il représente pour les droits et l'environnement des communautés locales » (Human Rights Watch, 2022). Cette affirmation met en évidence les nombreux défis associés à cet immense projet minier. En effet, malgré les avantages économiques qu'il représente, le projet Simandou comporte également des obstacles majeurs, spécialement la dépendance aux matières premières, les impacts environnementaux et sociaux négatifs, ainsi que les enjeux de gouvernance et de corruption.

L'industrie extractive constitue un secteur particulièrement stratégique pour l'économie nationale. Elle contribue de manière significative aux recettes publiques et participe au financement des dépenses en matière de santé, d'éducation, d'adduction en eau potable et d'électricité ainsi qu'au développement des infrastructures, à hauteur de 15,88%. Toutefois, cette forte dépendance de la Guinée aux exportations minières représente un véritable risque pour l'économie. À ce sujet, l'instabilité des cours mondiaux a déjà provoqué des arrêts techniques dans certaines entreprises minières dont Rusal à Friguia. La fermeture de cette entreprise a causé une profonde crise socio-économique dans plusieurs régions du pays. De nombreux employés se sont retrouvés au chômage, sans aides ni indemnités, tandis que la ville de Fria a été complètement privée d'eau et d'électricité (Diallo, 2014).

2.2.2.1 Risques environnementaux

Parmi les risques environnementaux auxquels sont exposés la Guinée, il y a entre autres la menace de pollution de l'eau, la destruction de la biodiversité et l'augmentation des émissions de carbone.

La chaîne de Simandou est la source des rivières Milo et Dion, deux affluents du fleuve Niger. Selon le Dr Gilles Wendling, hydrogéologue d'ELAW, dans sa critique de l'évaluation environnementale et sociale (EES) du projet, « toute détérioration de la quantité ou de la qualité de l'eau le long de la chaîne de Simandou aura un impact sur ce vaste bassin versant en Afrique de l'Ouest » (SimandouAware, 2024). De ce fait, l'extraction du minerai de fer de Simandou pourrait affecter durablement les ressources hydriques de plusieurs régions ouest-africaines.

De plus, l'extraction du minerai de fer de Simandou nécessitera le défrichement de vastes zones de forêt. La construction du chemin de fer destiné au cheminement du minerai exigerait également de déboiser plus de 100 km² de terres et détruire des habitats qui sont essentiels pour des espèces menacées comme le chimpanzé ouest-africain (Human Rights Watch, 2022).

Enfin, une étude menée par Winning Consortium Simandou estime que la mine pourrait libérer plus de 9 millions de tonnes de CO₂ sur une période de 22 ans. Selon une estimation de Human Rights Watch, cela équivaldrait à la combustion de 10 millions tonnes de charbon. Cependant, Rio Tinto et Winning Consortium poursuivent l'évaluation de l'empreinte carbone globale du projet et affirment vouloir réduire autant que possible ses impacts environnementaux.

2.2.2.2 Risques sociaux

Les deux études d'impact commanditées menées par Winning Consortium Simandou pour le rail et la mine montrent que la construction obligera des centaines de familles à quitter leur domicile (Human Rights Watch, 2022). C'est notamment le cas du village de Doudhia, qui a été entièrement détruit par une entreprise minière afin de permettre le passage du chemin de fer. Plusieurs rapports d'organisations internationales dénoncent cet acte, qu'ils considèrent comme une violation des droits fonciers des communautés locales par les entreprises minières (Barry, 2025).

Par ailleurs, même lorsque certains villages ne sont pas relogés, différentes études montrent que la déforestation et la perte de terres agricoles risquent de mettre en péril la chasse, la pêche et l'agriculture. Par conséquent, ces transformations pourraient avoir de graves répercussions sur la sécurité alimentaire des communautés riveraines, menaçant ainsi leur survie (Human Rights Watch, 2022). En parallèle, le déversement excessif de sédiments boueux provenant des travaux

de construction de routes, de ports et de chemins de fer aurait considérablement réduit « l'accès aux rivières, étouffé la végétation, détruit la faune, la flore ainsi que la vie aquatique » (SimandouAware, 2024).

Enfin, l'afflux des travailleurs extérieurs vers les sites miniers, en provenance d'autres régions, entraîne une « désorganisation des structures sociales ». « Ces déplacements bouleversent la structure démographique, la cohésion sociale, les habitudes, coutumes et activités socioéconomiques, et l'ordre social des communautés affectées par les projets miniers » (Diallo, 2014). Ainsi, l'exploitation minière peut devenir un véritable vecteur de tensions sociales non négligeables, susceptibles dans certains contextes de s'étendre en guerres civiles (Diallo, 2014 ; Barry, 2025).

2.2.2.3 Problèmes de gouvernance

Les problèmes de gouvernance s'expliquent essentiellement par deux facteurs : la faiblesse de l'Etat et le désengagement régalien. D'un côté, l'administration guinéenne manque de moyens techniques et financières pour assurer le contrôle efficace des multinationales. Les opérations menées par l'Agence Guinéenne de l'Environnement (AGE) demeurent en grande partie financées par les entreprises minières elles-mêmes. De ce fait, la crédibilité des rapports produits est souvent remise en question, alors que la régularité des missions de contrôle de l'agence reste incertaine. A cela s'ajoute le pouvoir de négociation particulièrement élevé face à l'État avec des capacités limitées (Diallo, 2014 ; Barry, 2025).

De l'autre côté, l'État a souvent tendance à confier certaines responsabilités, telles que la santé ou l'électricité, aux entreprises minières. Cette situation renforce leur influence dans les zones d'exploitation et affaiblit la souveraineté nationale. En conséquence du retrait volontaire ou contraint de l'État dans ces zones, les populations deviennent davantage vulnérables, dans un contexte où leurs conditions de vie sont déjà suffisamment affectées par les effets négatifs de l'activité minière (Barry, 2025).

2.2.2.4 Risques de corruption

Les gisements de Simandou sont restés longtemps inexploités en partie pour des raisons d'allégations de corruption liées à l'attribution des blocs. Cette situation est à l'origine de plusieurs batailles judiciaires internationales opposant Rio Tinto à VALE et BSGR (Human Rights Watch, 2022 ; Barry, 2025).

Les conventions minières sont souvent négociées dans des conditions floues. C'est notamment le cas d'un consortium de sociétés asiatiques ayant obtenu une immense concession minière dans la zone de Boké dans des circonstances douteuses. Ce type de pratique favorise davantage la captation de la rente par une élite plutôt que par le trésor public (Barry, 2025).

2.2.2.5 Conséquences économiques et institutionnelles

D'une part, les avantages fiscaux accordés aux entreprises minières ainsi que certaines pratiques financières entraînent un manque à gagner considérable pour l'État, estimé à 2,4 % du PIB en 2003 (Diallo, 2014). D'autre part, le manque de transparence et l'injustice dans la répartition des revenus miniers provoquent la colère des populations et favorisent des mouvements de révolte. C'est le cas notamment dans la zone minière de Boké, régulièrement marquée par de violentes manifestations des communautés (Barr, 2025).

Afin que le projet Simandou ne devienne pas un « artefact de la malédiction des ressources », une gouvernance de qualité et un leadership responsable restent indispensables (Tsasa & Mapon, 2019). La Guinée doit ainsi renforcer son cadre réglementaire et sa capacité de régulation afin de préserver son capital naturel tout en favorisant une transformation locale du minerai. L'enjeu est de faire des revenus miniers un véritable levier de développement durable, afin d'éviter que les bénéfices du projet profitent majoritairement aux acteurs étrangers au détriment des populations locales (Diallo, 2014).

2.3 La Guinée peut-elle devenir un acteur central durable ?

2.3.1 Transformation locale ou simple exportateur brut ?

Historiquement, l'économie guinéenne s'est construite autour d'un modèle d'« extractivisme d'enclave », caractérisé par l'exploitation et l'exportation des ressources minières sans réelle intégration au reste de l'économie nationale (Wilhelm, 2023). Le secteur minier occupe ainsi une place importante dans l'économie du pays, représentant environ 90% des exportations totales.

Toutefois, les principales ressources minières comme le fer et la bauxite sont généralement exportées à l'état brut, limitant ainsi la création de valeur ajoutée locale et les retombées économiques pour le pays (FMI, 2024). Le pays doit choisir entre continuer à rester un simple fournisseur de matières premières pour le marché mondial ou promouvoir une transformation locale afin de tirer le maximum de bénéfices économiques de ses ressources (Ecofin Agency, 2025).

2.3.1.1 Les limites d'un modèle basé sur l'exportation brute

Le maintien d'un modèle strictement tourné vers l'exportation brute comporte des problèmes structurels majeurs. D'une part, l'exportation du minerai non transformé prive la Guinée d'une part significative de la valeur ajoutée générée par la transformation industrielle. Malgré l'annonce de plusieurs projets de raffineries destinés à la production de l'alumine, la bauxite guinéenne continue d'être exportée à l'état brut atteignant 45 millions de tonnes en 2024. Cette situation s'explique par le manque de raffineries opérationnelles (Ecofin Agency, 2025).

D'autre part, l'industrie minière extractive est par nature « capitaliste et non intensive en main-d'œuvre ». La littérature sur les politiques de contenu local (LCPs) souligne que les opportunités d'emploi offertes par les industries extractives demeurent limitées, en particulier pour les emplois non qualifiés. Dans ce contexte, sans transformation locale à travers le développement de la sidérurgie et le raffinage, le projet Simandou risque de générer peu d'emplois qualifiés durables pour la population locale malgré l'ampleur des besoins socio-économiques du pays (Wilhelm, 2023).

2.3.1.2 La transformation locale : une opportunité stratégique

De plus en plus conscient des limites du modèle extractif traditionnel, le gouvernement guinéen songe à rompre avec cette logique en imposant le raffinage local du minerai de fer avant son exportation (Ecofin Agency, 2025). Cette orientation s'inscrit dans une stratégie visant à renforcer la transformation industrielle nationale et à accroître les retombées économiques du secteur minier.

Dans une interview accordée à l'*Australian Financial Review*, le ministre du Plan Ismaël Nabé, a déclaré « Si Baowu vient en Guinée, l'entreprise construira une raffinerie avant d'exporter le fer ». À travers cette position, les autorités guinéennes obligent les partenaires potentiels comme Baowu, premier sidérurgiste mondial à investir dans les infrastructures de transformation locale avant toute exportation. Cette stratégie a pour objectif de maximiser la valeur ajoutée du plus grand gisement de minerai de fer inexploité au monde (Ecofin Agency, 2025).

Ensuite, les politiques de contenu local (Local Content Policies – LCP) « visent à favoriser un développement inclusif fondé sur les ressources grâce à la maximisation de l'emploi local direct et indirect, ainsi qu'à la création de liens économiques au sein et au-delà de la chaîne de valeur minière » (Wilhelm, 2023). Ainsi, le projet Simandou est envisagé comme un outil stratégique permettant de stimuler l'emploi local tout en favorisant les transferts de technologies, le développement des compétences nationales et l'industrialisation de la Guinée.

Enfin, le succès de cette industrialisation dépendra largement de la capacité de la Guinée à mobiliser son potentiel hydroélectrique, notamment le barrage de Souapiti afin de fournir l'énergie nécessaire au développement des activités sidérurgiques. Il est doté d'une capacité d'environ 450 MW, constitue l'un des principaux piliers du système énergétique guinéen et joue un rôle important dans le paysage des énergies renouvelables en Guinée ainsi que dans l'alimentation des futurs projets industriels du pays tel que Simandou (Lauren, 2016 ; FMI,2024).

Le projet Simandou place la Guinée face à un choix historique : demeurer une simple enclave minière tournée vers l'exportation de matières premières ou se transformer en un véritable pôle industriel régional. Si l'exportation du minerai brut permet de garantir des revenus immédiats, seule la transformation locale peut convertir ce « scandale géologique » en un levier de développement durable et de création de valeur pour l'économie nationale. En somme, tous les défis à relever restent immenses, notamment en termes de gouvernance, de développement des infrastructures industrielles et de la réduction du déficit énergétique.

2.3.2 Conditions de réussite

Le slogan « Simandou 2040 » incarne l'ambition d'une Guinée émergente et industrialisée. Le lancement de ce projet représente à la fois un défi et une opportunité pour le pays, avec l'espoir qu'il puisse permettre à la Guinée d'atteindre le statut de puissance industrielle régionale et mondiale (AFRIK.COM,2025). Toutefois, la concrétisation de ce rêve suppose de répondre à plusieurs défis structurels, économiques, institutionnels et sociaux.

2.3.2.1 Renforcer les capacités institutionnelles et infrastructurelles

Tout d'abord, la réussite de cette ambition suppose le renforcement des infrastructures stratégiques ainsi qu'une amélioration de la gouvernance économique et institutionnelle afin de soutenir la transformation structurelle de l'économie guinéenne.

Malgré l'abondance des réserves de minerai de fer, la capacité de ces ressources à contribuer réellement au développement de la Guinée dépend de la qualité des institutions et surtout du bon fonctionnement du couple leadership-gouvernance (Tsasa & Mapon,2019). En effet, l'absence d'un cadre juridique stable et transparent constitue un facteur de risque majeur. Le climat des affaires exerce aussi une grande influence sur les prises de décisions des investisseurs privés. Dans cette perspective, les autorités guinéennes œuvrent pour simplifier les procédures

administratives en réduisant les coûts liés à la création des entreprises ou l'octroi de permis de construire (Banque Mondiale, 2012).

La construction d'infrastructures adaptées à l'exploitation et à l'acheminement du minerai de fer est une condition cruciale pour pouvoir pénétrer le marché mondial. À cet effet, la construction de la voie ferrée, souvent qualifiée de « couloir stratégique » reliant les montagnes de Simandou au port de Morébaya, ainsi que l'aménagement d'un terminal minéralier ultramoderne destiné à l'exportation, apparaissent indispensables. En l'absence de ces infrastructures logistiques, l'acheminement du minerai de fer vers les marchés internationaux demeurerait impossible, limitant ainsi l'intégration de la Guinée dans les chaînes mondiales d'approvisionnement en minerai de fer (AFRIK.COM, 2025).

Malgré son potentiel hydroélectrique, notamment grâce aux barrages de Souapiti et Kaleta dont des capacités respectives atteignent 450MW et 240MW, les coupures d'électricité demeurent fréquentes en Guinée. En 2016, seulement 3 % de la population rurale guinéenne et environ trois quarts de la population urbaine ont accès à l'électricité (Lauren, 2016) . Les autorités guinéennes devront notamment restructurer la société Électricité de Guinée (EDG) afin de garantir un accès stable et continu à l'énergie, nécessaire pour le fonctionnement les infrastructures minières, ferroviaires et portuaires. Par ailleurs, la libéralisation du secteur des télécommunications et le développement de la concurrence sont tout autant essentiels afin d'améliorer l'accès à l'internet rapide et haut débit, aussi bien que pour la population que pour les entreprises (Banque Mondiale, 2012).

2.3.2.2 Renforcer les partenariats gagnant-gagnant

Pour garantir une intégration durable et compétitive dans les chaînes de valeur mondiale, la Guinée devra renforcer ses partenariats et attirer des investissements étrangers, tout en améliorant sa compétitivité grâce à la transformation locale et en s'alignant aux normes internationales.

Le projet est financé et construit par un vaste réseau de consortiums internationaux, réunissant Rio Tinto, Winning Consortium, le groupe sidérurgique chinois Baowu ainsi que d'autres entreprises chinoises. Dans ce cadre, l'intégration de la Guinée aux chaînes mondiales de minerai de fer passe par une coopération étroite avec ces grands acteurs internationaux (ITIE Guinée, 2025). Ce schéma de consortium facilite non seulement la mobilisation des investissements et les expertises techniques indispensables au projet, mais permet aussi l'insertion du minerai guinéen dans les réseaux mondiaux.

Ensuite, le développement d'activités locales de transformation et de raffinage du minerai de fer permettrait à la Guinée de capter davantage de valeur ajoutée. Une telle dynamique participerait à la création d'emplois, au développement d'une industrie sidérurgique nationale ainsi qu'une augmentation des revenus d'exportation, car le minerai transformé possède une valeur économique plus élevée que le minerai brut (AFRIK.COM,2025).

2.3.2.3 Garantir une exploitation socialement et environnementalement durable

Devenir un acteur central des chaînes d'approvisionnement mondiales ne repose pas seulement sur l'abondance des ressources, mais aussi sur la capacité à garantir une exploitation minière socialement et environnementalement acceptable.

En outre, il est crucial que le projet obtienne sa « licence sociale d'opérer », considérée comme une « condition sine qua non » pour la réussite d'un projet minier de cette envergure. À cet effet, la consultation et l'implication des communautés locales s'avèrent fondamentaux afin de leur permettre d'avoir une meilleure connaissance des potentialités économiques du projet, mais aussi les impacts environnementaux et sociaux liés aux activités minières (Barry, 2025). Une gestion plus inclusive et équitable des retombées du projet est importante afin d'éviter les tensions sociales violentes observées autrefois dans la zone minière de Boké. La stabilité sociale constitue une condition indispensable à la poursuite durable des activités.

En dernier lieu, afin de bénéficier des financements accordés par des institutions telles que la Société Financière Internationale (SFI), les entreprises minières opérant en Guinée devront se conformer au respect des normes environnementales et sociales internationales. De l'autre côté, la crédibilité du minerai de fer guinéen sur les marchés mondiaux dépendra aussi du respect des principes établis par l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE). Ainsi, les autorités guinéennes devront publier de manière transparente les paiements effectués par entreprises minières à travers des rapports ITIE. L'objectif est de garantir une meilleure traçabilité des revenus générés par les ressources naturelles afin qu'ils contribuent davantage au développement économique et social du pays (Barry, 2025).

Conclusion

Le projet Simandou représente aujourd'hui un tournant majeur pour l'économie guinéenne. Il contribue à répondre aux besoins en ressources de nombreux pays et secteurs d'activités, notamment l'automobile, l'aéronautique et l'industrie, tout en étant une source majeure de revenus pour l'État. À travers l'exploitation de ce vaste gisement, le pays se trouve progressivement au cœur des nouvelles dynamiques économiques et géopolitiques liées aux chaînes mondiales d'approvisionnement en minerais de fer. Dans un contexte international marqué par l'intensification de la concurrence autour de l'accès aux ressources naturelles, la Guinée apparaît désormais comme un acteur clé dont l'importance ne cesse de croître sur la scène mondiale.

L'analyse effectuée dans ce travail a permis de montrer que le développement du projet pourrait profondément transformer la place de la Guinée dans l'économie mondiale. D'une part, l'exploitation du gisement renforce considérablement le poids du pays dans les échanges internationaux du minerai de fer, aux côtés des grands exportateurs historiques comme l'Australie et le Brésil. Grâce à la qualité exceptionnelle du minerai, à l'importance des réserves disponibles ainsi qu'aux investissements massifs engagés dans les infrastructures ferroviaires et portuaires, Simandou pourrait devenir l'un des principaux pôles miniers stratégiques du continent africain.

D'autre part, le projet contribue déjà à attirer de puissants acteurs internationaux tels que Rio Tinto, Chinalco, Baowu Steel ou encore Winning Consortium Simandou. Cette forte implication étrangère illustre l'importance stratégique du gisement dans un contexte de sécurisation mondiale des approvisionnements en matières premières.

Par ailleurs, les perspectives économiques associées au projet sont considérables. Le développement de Simandou pourrait entraîner une forte augmentation des exportations minières, stimuler les investissements directs étrangers, accroître les recettes publiques et soutenir la croissance économique nationale.

Les infrastructures réalisées dans le cadre du projet pourraient également produire des effets positifs sur d'autres secteurs d'activité tels que l'agriculture, les transports, l'énergie ou encore le commerce intérieur. À travers ces transformations, Simandou pourrait constituer un véritable levier de modernisation économique pour la Guinée.

Cependant, cette recherche a également mis en évidence les nombreuses limites et les risques associés à une économie fortement dépendante des ressources extractives. Malgré l'abondance des richesses minières, le pays figure parmi les nations les plus pauvres au monde. La Guinée continue de faire face à la pauvreté, aux inégalités sociales, à la faiblesse des infrastructures et à une forte vulnérabilité économique.

Le poids important du secteur minier dans l'économie expose le pays aux fluctuations des prix internationaux et à une forte vulnérabilité extérieure. De plus, l'exploitation intensive des ressources naturelles soulève d'importants défis environnementaux et sociaux. Les risques liés à la déforestation, à la pollution, aux déplacements de populations ou encore aux tensions foncières rappellent que le développement minier ne peut être considéré comme durable sans une gouvernance efficace et des mécanismes de contrôle rigoureux. À cela s'ajoutent les enjeux liés à la redistribution des revenus miniers, à la lutte contre la corruption ainsi qu'à la nécessité d'assurer une meilleure intégration du secteur extractif dans le reste de l'économie nationale.

Les projections du Fonds monétaire international soulignent que la Guinée pourrait intégrer le cercle des cinq plus grands producteurs mondiaux de minerai de fer, illustrant ainsi l'ampleur stratégique du projet à l'échelle internationale. En définitive, le projet Simandou pourrait permettre à la Guinée de devenir un acteur majeur des chaînes d'approvisionnement mondiales du minerai de fer uniquement si elle arrive à dépasser la logique de "rente éphémère" (Diallo, 2014 ; Barry, 2025).

Bibliographie

Rapports

Primature de la République de Guinée (s. d.). La République de Guinée. <https://primature.gov.gn/presentation/>

Ministère des Mines et de la Géologie (2024). BULLETIN DE STATISTIQUES MINIÈRES ET CARRIÈRES N°26. 251003A.pdf

ITIE-Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (2025, 29 décembre). Résultats Modèle Financier Siandou. <https://www.itiedoc-guinee.org/document-archive/resultats-modele-financier-simandou-june-2025fr-itie-guinee-version-finale-itieg-decembre-2025/>

ITIE-Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (2025, 29 décembre). Rapport ITIE Guinée 2023. <https://www.itie-guinee.org/rapport-2023/?>

Fonds Monétaire International (2021, juillet). Guinea : 2021 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Guinea. <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2021/07/06/Guinea-2021-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-461718>

Ministère des Mines et de La Géologie (2025, décembre). BULLETIN DES STATISTIQUES MINIÈRES ET CARRIÈRES N°30. <https://www.itie-guinee.org/bulletin-des-statistiques-minieres-et-carrieres-n30-bulletin-annuel-de-janvier-decembre-2025/>

Ministère des Mines et de la Géologie (2024, décembre). BULLETIN DE STATISTIQUES MINIÈRES ET CARRIÈRES N°26. [Bulletin_Annuel_MMG_2024.pdf](#)

Groupe de la Banque Mondiale (2012, septembre). Guinée - Note de Politique sur le Climat des investissements. https://www.academia.edu/40542152/Guinee_Note_de_Politique_sur_le_Climat_des_Investissements

Fonds Monétaire International (2024, mai). Guinea 2024 ARTICLE IV CONSULTATION AND REQUEST FOR DISBURSEMENT UNDER THE RAPID CREDIT FACILITY—PRESS RELEASE; STAFF REPORT; AND STATEMENT BY THE EXECUTIVE

DIRECTOR FOR GUINEA. <https://www.imf.org/-/media/files/publications/cr/2024/english/1guinea2024001.pdf?>

Rio Tinto (2013). Description du projet (chapitre 2). <https://www.yumpu.com/fr/document/view/16632226/chapitre-2-description-du-projet-rio-tinto-simandou>

Article de revue universitaire

Cope, I.L & al. (2005). Geology and Mineralogy of the Pic de Fon Iron Oxide Deposit, Simandou Range, Republic of Guinea, West Africa. https://www.researchgate.net/publication/289712215_Geology_and_mineralogy_of_the_Pic_de_Fon_iron_oxide_deposit_simandou_range_republic_of_Guinea_West_Africa/link/570b99ca08ae8883a1ffcd85/download?tp=eyJjb250ZXh0Ijp7ImZpcnN0UGFnZSI6InB1YmxpY2F0aW9uInB1YmxpY2F0aW9uIn19

Hagemann, S.G & al. (2016). BIF-hosted iron mineral system: A review. BIF-hosted iron mineral system: A review - ScienceDirect

Wilson, J.D (2012). Chinese resource security policies and the restructuring of the Asia-Pacific iron ore market. ELSEVIER. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0301420712000128>

Lauren, A.J (2016). Steel pipe dreams: A China-Guinea and China-Africa lens on prospects for Simandou's iron ore. ELSEVIER. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2214790X16300995>

Diallo, L (2014, 16 mai). Enjeux et perspectives de développement durable en Afrique subsaharienne – Cas de la République de Guinée. Academia. Industrie Minière : Enjeux et perspectives de développement durable en Afrique Subsaharienne : Cas de la république de Guinée

Diallo, M.D & al. (2011, mars). Les enjeux de la gouvernance du secteur minier en Guinée. Academia. Enjeux et defis lies a la gouvernance du secteur minier guineen

Barry, O (2025, 25 mars). De bonnes mines pour tous ? Les politiques minières entre extractivisme et enjeux du développementisme : l'exemple de la République de Guinée. HAL. De bonnes mines pour tous ? : Les politiques minières entre extractivisme et enjeux du développementisme : l'exemple de la République de Guinée - TEL - Thèses en ligne

Tsasa.J & Mapon.P (2019, novembre). L'artefact de la malédiction des ressources naturelles. <https://arxiv.org/pdf/1911.09681>

Wilhelm, C (2023). "Local Content is politics": An examination of the origins of local content policies in Guinea's mining sector. ELSEVIER. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2214790X22001289?via%3Dihub>

Page internet

Pallavi, R (2025). Ranked: The 50 Poorest Countries by GDP Per Capita in 2025. VISUAL CAPITALIST. <https://www.visualcapitalist.com/ranked-the-50-poorest-countries-by-gdp-per-capita-in-2025/> <https://www.visualcapitalist.com/ranked-the-50-poorest-countries-by-gdp-per-capita-in-2025/>

Fondation pour le Développement de la Guinée [FDG]. Secteur minier. [investir-en-guinee-secteur-minier.pdf](#)

Worldometer (2025). GDP by Country (2025).Guinea GDP (2025) - Worldometer

Perspective Monde (2025, 21 janvier). La bauxite en Guinée : une ressource importante. La bauxite en Guinée : une ressource importante | Analyses | Perspective Monde

Panafricaniste (2024, 15 août). Tout ce qu'il faut savoir sur la bauxite et l'aluminium. [Tout ce qu'il faut savoir sur la bauxite et l'aluminium — Panafricaniste](#)

Gold Nord (s.d.). L'histoire de l'or, ses utilisations et son importance économique. L'histoire de l'or, ses utilisations et son importance économique – GoldNord à importance de l'or

Faster Capital (2025, 4 décembre).Le minerai de fer le mineral d investissement abondant et strategique en 2024,[Le minerai de fer le mineral d investissement abondant et strategique en 2024 - FasterCapital](#)

Zion Market Research (2026, mars). Marché du minerai de fer : taille, tendances, croissance, analyse sectorielle 2034. [Marché du minerai de fer : taille, part de marché, tendances, croissance et prévisions jusqu'en 2034](#)

Australian Government (2023, 19 décembre). Iron Ore. <https://www.ga.gov.au/scientific-topics/minerals/mineral-resources-and-advice/australian-resource-reviews/iron-ore?>

Mining Technology (2020, 20 mars).Carajas Iron Ore Mine. <https://www.mining-technology.com/projects/carajas-iron-ore-mine/>

Winning Consortium Simandou (2021). DESCRIPTION DU PROJET.
https://wcsglobal.com/fr/csr_part/description-du-projet/

Systra Canada (2021). Projet Simandou : étude de marché pour l'identification d'un exploitant ferroviaire.
<https://www.systra.com/canada/fr/project/optimisation-dinfrastructures-ferroviaires-pour-le-projet-simandou/>

SimandouAware (2024). Projet Simandou : Risques et impacts sur les ressources en eau.
<https://www.simandouaware.info/fr/post/le-projet-simandou-risques-et-impacts-sur-les-ressources-en-eau?>

Human Rights Watch (2022, 7 décembre). Guinée : Garantir le respect des droits dans le cadre du projet massif de minerai de fer. <https://www.hrw.org/fr/news/2022/12/07/guinee-garantir-le-respect-des-droits-dans-le-cadre-du-projet-massif-de-minerai-de-fer>

Article de journal en ligne

Eco Finance Guinée (2024, 2 juillet). Rapport annuel du secteur minier guinéen en 2023.
Rapport annuel du secteur minier guinéen en 2023

KABAKONEWS.COM (2026, 19 mars). La dépendance des économies africaines au secteur minier : l'analyse de l'économiste Kaba Diané. La dépendance des économies africaines au secteur minier : l'analyse de l'économiste Kaba Diané - Kabakonews.com

AFRIK.COM (2025). Guinée : lancement historique du mégaprojet minier de Simandou.
<https://www.afrik.com/guinee-lancement-historique-du-megaprojet-minier-de-simandou>

Ecofin Agency (2025, 9 septembre). Guinea eyes local processing of Simandou iron to boost value.
<https://www.ecofinagency.com/news-industry/0909-48531-guinea-eyes-local-processing-of-simandou-iron-to-boost-value?>

Doumbouya, H (2025, 14 octobre). Profil Minier de la Guinée: Entre Richesses, Défis et Perspectives. EcoMines. Profil Minier de la Guinée: Entre Richesses, Défis et Perspectives — EcoMines

Guinée Mines Info (2025, 27 juillet). Ressources minières et croissance en Guinée : entre dépendance et diversification. Ressources minières et croissance en Guinée : entre dépendance et diversification – Guinee Mines Info

Diallo, M.A (2026, 29 janvier). Guinée : 182 millions de tonnes de bauxite exportées en 2025.
Financial Afrik. Guinée : 182 millions de tonnes de bauxite exportées en 2025 | Financial Afrik